



QUAND LES FEMMES S'ARRÊTENT, LE MONDE S'ARRÊTE

Mémoires & résistances féministes du (dé)confinement



QUAND LES FEMMES S'ARRÊTENT, LE MONDE S'ARRÊTE

Enquête à Vie Féminine

**Mémoires & résistances féministes du
(dé)confinement**

Étude 2023

**Bureau d'étude
Vie Féminine**

Toutes nos publications sont téléchargeables sur notre site
www.viefeminine.be/publications-ressources

TABLE DES MATIÈRES

VIE FÉMININE C'EST QUOI ?	4
L'ENQUÊTE DE TERRAIN, HÉRITIÈRE DES CAFÉS-TARTES.....	6
CONSTRUIRE UNE MÉMOIRE COLLECTIVE : CELLE D'UN MOUVEMENT DE FEMMES DES MILIEUX POPULAIRES	9
FAIRE DE L'ÉDUCATION PERMANENTE FÉMINISTE EN « DISTANCIEL », UN NON-SENS ?	11
Valoriser l'intérêt de l'EPF : résilience et transformation sociale	12
Tirer des leçons politiques (et ne pas les oublier)	12
MÉTHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE	13
L'enquête à vie féminine : une histoire, une pratique, un héritage	13
L'enquête, un processus politique	13
Un mouvement de femmes populaires : un héritage politique propice à l'enquête...	15
Les différentes étapes du protocole d'enquête	16
CONSTAT ET ENJEUX ÉPINGLÉS PAR LES FEMMES : CETTE CRISE SANITAIRE NOUS A-T-ELLE APPRIS QUELQUE CHOSE ? ..	18
Les parentalités.....	18
Les violences conjugales	19
L'isolement et la solitude.....	20
Le care et l'aide aux autres	21
La solidarité	22
L'accès aux droits	23
La santé mentale.....	24
Les précarités sociales et financières	25
PARTIR DES CONSTATS DES FEMMES POUR ÉLABORER DES REVENDEICATIONS POLITIQUES	27
Déchiffrage et analyses des récoltes	30
Mise en place des focus groups	30
Entretiens	33
APPRENTISSAGE DE L'ENQUÊTE	35
L'éducation permanente féministe en temps de crise	35
Qui sont (et qui ne sont pas ou plus) les publics de Vie Féminine ?	36
La (les) participation(s) des femmes	38
Des modes de communication variés	39

Comment « faire mouvement »	40
Quel est notre projet de société ?	41
L'ÉDUCATION PERMANENTE : UN ESSENTIEL À PROTÉGER (ET À FINANCER) POUR UNE SOCIÉTÉ VÉRITABLEMENT PLUS JUSTE, ÉGALITAIRE ET SOLIDAIRE.....	44
Redessiner les contours et enrichir nos pratiques d'éducation permanente féministe	46
ANNEXE	51

VIE FÉMININE C'EST QUOI ?

Vie Féminine réunit dans toute la Wallonie et à Bruxelles, des femmes d'âges, d'histoires et d'horizons différents. Elles se rencontrent, se retrouvent, travaillent, revendiquent, partagent, rient, créent, se mettent en colère, s'informent et se renforcent ensemble.

Ateliers, activités, formations, bénévolat, manifestations, outillages, actions, etc., il y a autant de façons de s'investir à vie Féminine, pour, toutes ensemble, faire avancer nos droits. Toujours à partir des réalités de vie des femmes, ce sont ces milliers de paroles, d'histoires, de vécus, de galères, de débrouilles, de réflexions que nous portons politiquement.

Issue du milieu ouvrier, Vie Féminine garde au centre de ses préoccupations les femmes des milieux populaires. Tout au long de son histoire, et encore aujourd'hui, Vie Féminine continue à donner et à faire entendre la parole de celles qu'on n'entend pas, celles à qui on a toujours dit que ce qu'elles vivaient n'était pas important : aux femmes qui jonglent avec deux boulots, à celles qui n'en trouvent pas, à celles qui ont du mal à boucler leur fin de mois, à celles qui n'y arrivent pas, à celles qui se sentent seules, aux mamans solos, aux femmes victimes de racisme, de violences, aux femmes précaires, etc.

Depuis plus de 100 ans, Vie Féminine agit pour l'émancipation de toutes les femmes, pour faire entendre leurs voix dans l'espace public, créer des espaces de solidarité, combattre les injustices et modifier les lois.

Notre boussole : l'éducation permanente féministe

L'éducation permanente féministe (EPF), c'est toutes sortes de pratiques qui permettent aux femmes de développer une analyse critique de la société et de prendre conscience que les problèmes qu'elles vivent trouvent leurs origines dans les conditions économiques, politiques et sociales.

Elle donne aux femmes des outils pour développer une autonomie dans les différentes sphères de leur vie et pour reprendre du pouvoir sur leur existence. L'éducation permanente féministe permet le changement collectif et radical de notre société vers une société égalitaire, solidaire et juste. L'éducation permanente nécessite de prendre le temps, le temps de l'écoute, le temps du partage, le temps de la déconstruction. Si nous ne voulons laisser aucune femme sur le côté, alors nous devons aussi mettre tout en œuvre pour permettre leur(s) participation(s), car il y a autant de formes de participations que de femmes.

Un bureau d'étude en Éducation permanente féministe : avec et pour les femmes

Faire des études en éducation permanente féministe, c'est faire des études avec les femmes, pour les femmes, dans le but de s'émanciper collectivement. Cela implique une méthodologie où les femmes du Mouvement sont impliquées et consultées tout au long du processus de création : de la définition de l'objet d'étude à la diffusion de son contenu. Ce sont donc des recherches qui s'inscrivent dans un temps long, le temps de la participation des femmes, et qui composent avec leurs préoccupations, mais aussi leurs réalités de vie.

C'est une posture méthodologique indispensable pour éviter l'écueil de ne pas parler « à la place » des femmes concernées et de repenser les rapports de pouvoirs : à Vie Féminine, nous considérons que les femmes sont les expertes, que ce sont elles qui sont le mieux placées pour exprimer leurs besoins et analyser ce qu'elles traversent.

L'ENQUÊTE DE TERRAIN, HÉRITIÈRE DES CAFÉS-TARTES

17 mars 2020, la mine grave, la Première ministre Sophie Wilmès annonce que la Belgique entre en confinement dès le lendemain, 12 heures. C'est la stupeur, combien de temps cela va-t-il durer ? Comment allons-nous travailler ? Que vont devenir les femmes de nos réseaux ? Comment continuer à faire le lien, à faire du lien, quand nous sommes physiquement empêchées de le faire, quand la peur et l'anxiété nous paralysent ?

Dès cette annonce, nous avons, tout de suite, été saisies par une urgence, un besoin et une envie.

Une urgence d'abord. Celle de rester en lien avec les femmes de nos publics et de dire à toutes les autres, celles qui ne font pas ou plus partie de nos publics habituels, qu'elles pouvaient également compter sur nous. Le message que nous voulions leur adresser était le suivant : malgré les incertitudes, malgré l'isolement, nous étions là. Une urgence également de ne pas nous sentir seules, isolées les unes des autres malgré l'éloignement physique, malgré les gestes barrières, malgré l'impossibilité de contacts ou presque. Une urgence de faire front commun en quelque sorte.

Un besoin ensuite. Celui de tout conserver, les témoignages, les actions menées, les cartes blanches rédigées, de ne rien perdre de ce qui était en train de se passer lors de ce moment historique. Pour l'histoire, mais pas seulement, pour en tirer, le moment venu, des apprentissages, et poursuivre nos missions encore plus finement.

Face aux lendemains incertains, nous voulions garder toutes les traces possibles de ce que nous avons mis en place, partout où Vie Féminine est présente. Nous voulions construire une mémoire collective de cette période. Deux ans plus tard, au moment de publier cette recherche qui a irrigué tout le Mouvement, nous avons déjà oublié beaucoup de choses, malgré les nombreux enseignements tirés. Qui, parmi nous, se rappelle très fidèlement du sentiment d'urgence qui nous a animé, des anxiétés, des pleurs, de la panique des débuts ? Qu'avons-nous fait de la fatigue accumulée ces nombreux mois ?

Nous savions que la route serait longue, nous savions que cette enquête serait là pour agir comme une mémoire collective, évidemment imparfaite, peut-être

incomplète, mais bien là, elle est un hommage aux femmes qui ont vécu ce morceau d'histoire.

Une envie. Celle d'écrire notre propre histoire, pour l'Histoire. Nous savions que la route serait longue, nous savions que chaque témoignage, chaque voix de femme récoltée, allait nous forcer à ne pas baisser les bras. Nous savions que nous pourrions y puiser l'énergie nécessaire pour continuer nos combats. Parce que « le monde d'après » qu'on nous vantait tant ressemblait tout de même beaucoup au monde d'avant.

Écrire cette histoire collective avec les femmes c'était aussi faire le pari que nous allions nous en sortir, ensemble. Il y a l'histoire de cette animatrice qui, sachant qu'une femme de son groupe était victime de violences conjugales et donc confinée avec son bourreau, a orchestré de manière subtile des rencontres quotidiennes, apparemment fortuites, sur le chemin de la promenade du chien, car il s'agissait des seules 10 minutes de la journée où son mari n'était pas présent.

Il y a également le récit de cette bénévole, âgée de près de 80 ans, éprouvant des difficultés à se déplacer avec son cabas de course, qu'elle ne charge habituellement jamais outre mesure, et qui, pourtant chaque jour, le remplissait un peu plus que d'habitude afin de ramener des denrées à sa voisine qui ne pouvait plus se déplacer.

Il y a aussi ce groupe de femmes qui se sont organisées, malgré les couvre-feux, malgré leur propre peur, pour distribuer des colis alimentaires à d'autres encore plus précaires qu'elles, aux familles qui n'avaient pas accès au réseau de distribution des banques alimentaires régionales, notamment à des familles sans papier.

Nous pourrions aussi vous parler des mères solos, des dommages du confinement sur leur santé mentale et celle de leurs enfants. Un témoignage particulièrement frappant relate l'expérience d'une de ces mères, contrainte de se rendre aux urgences psychiatriques en raison d'une violente crise d'angoisse. À sa grande consternation, elle s'est fait sermonner comme une enfant pour avoir osé se présenter aux urgences avec l'enfant dont elle s'occupe seule, 7 jours sur 7, 24 heures sur 24, sans aucun relais.

Ce genre d'histoires, nous en avons récolté des centaines. Chacune est importante, parce que chacune donne à voir quel est l'état de notre société.

Cette enquête est le résultat d'un long processus d'éducation permanente féministe qui a mis « en mouvement » tout Vie Féminine, ses travailleuses, ses bénévoles, mais aussi, bien entendu, les femmes de nos publics.

Dans un premier temps nous allons retracer l'historique de l'enquête et les différents objectifs qu'elle remplit. Ensuite, nous nous attarderons sur la méthodologie de l'enquête ; de son histoire dans le Mouvement à sa concrétisation en plusieurs étapes clés. Le troisième temps sera celui des résultats de l'enquête et de nos apprentissages, en particulier, autour de six sujets principaux : EPF / Publics / Participation des femmes / « Faire mouvement » / Quotidien d'un mouvement de femmes, des sujets récurrents / Projet de société. Enfin, nous nous pencherons sur les enseignements à garder : le rôle essentiel de l'EPF et ses redéfinitions.

CONSTRUIRE UNE MÉMOIRE COLLECTIVE : CELLE D'UN MOUVEMENT DE FEMMES DES MILIEUX POPULAIRES

L'enquête a donc eu, dès sa conception, la tâche d'offrir les espaces nécessaires aux femmes de nos publics pour écrire, ensemble, notre propre Histoire. Si nous ne le faisons pas nous-mêmes, d'autres le feront à notre place, et ce sans consulter les femmes. Ce serait alors encore l'histoire hégémonique, celle des puissants, celle de ceux qui ont les outils, les bons mots, la parole, qui serait retenue.

Dans la société, dans les médias traditionnels, nous n'avons pas l'habitude d'entendre la voix des femmes des milieux populaires. Elle est souvent absente en raison de multiples facteurs, tels que les inégalités structurelles, le manque de ressources, la stigmatisation, les barrières linguistiques et culturelles, ainsi que la sous-représentation politique. Des éléments qui restreignent fortement leur visibilité et leur capacité à s'exprimer dans les espaces publics. Ces femmes à qui on a toujours dit que ce qu'elles vivaient était sans importance, que leurs « petites histoires », que leurs « histoires de bonnes femmes » étaient banales, que leurs clubs de couture ou leurs cafés-tarte étaient insignifiants, que ce n'était « pas politique ». Pourtant, il est bien connu, ce sont les petites histoires qui font la grande. Et à Vie Féminine, nous savons depuis longtemps, un peu plus de cent ans pour être précises, que boire un café, manger un morceau de tarte, pousser la porte, c'est déjà politique. Pour certaines femmes, ce moment de rencontre est le seul qu'elles ont pour elles, sans mari, sans contrainte, sans quelqu'un pour leur dire quoi faire, quoi dire, quoi penser. Certaines femmes de nos publics sont en grande précarité, certaines (sur)vivent à la rue, la chaleur et la qualité de l'accueil, et notamment du premier accueil, sont primordiales.

Or, pendant cette crise sanitaire, Vie Féminine comme tout le reste de la société, a dû se réinventer, a dû trouver des solutions pour continuer à maintenir ces liens si précieux. Sans surprise, les femmes ont été en première ligne durant la crise. C'était donc à elles d'écrire cette histoire, la mémoire féministe et populaire de cette pandémie.

En documentant les expériences et les actions de notre mouvement de femmes, nous souhaitons également contribuer à créer une archive pour les futures générations de chercheuses·eurs, activistes et politiques, en offrant une

compréhension approfondie de l'impact de l'éducation permanente féministe dans ces moments de crise.

FAIRE DE L'ÉDUCATION PERMANENTE FÉMINISTE EN « DISTANCIEL », UN NON-SENS ?

En tant que Mouvement d'éducation permanente féministe (EPF), nous souhaitons nous rappeler, mettre en lumière et être fières de tout ce que nous avons su mettre en place durant cette période, ce que nous avons dû adapter, ce que nous avons dû réinventer.

Une période de crise, quelle qu'elle soit (économique, sociale, politique, sanitaire, etc.), peut avoir des répercussions disproportionnées sur les groupes marginalisés et discriminés dont les femmes font partie. Les crises accentuent les inégalités de genre et mettent en lumière la nécessité de lutter contre ces inégalités. Une enquête sur l'éducation permanente féministe pendant une crise aide à comprendre comment les mouvements féministes s'adaptent et réagissent face à de telles situations.

« On est là où les femmes sont, on est là où les femmes ont besoin de nous » est la devise qui nous unit quotidiennement. Cela s'est avéré d'autant plus exact pendant cette crise.

L'impossibilité de penser et agir en présentiel nous a forcées à redéfinir certaines de nos activités et pratiques. Par la force des choses, nous avons dû modifier nos façons de faire, d'agir, de rester et de faire du lien.

Il s'agissait donc, dans un premier temps, d'identifier nos manières d'impulser, d'adapter, d'entretenir un réseau soutenant dans cette période. Un réseau qui permettait de mener toutes ensemble, à partir du vécu des femmes, un décodage politique de cette crise que nous étions en train de vivre, de croiser les lunettes du genre, du classisme et du racisme pour mieux en saisir les impacts. C'est aussi veiller sur les droits des femmes et dénoncer les situations qui les précarisent, les violentent, les discriminent. Cela se traduit également par le fait d'infléchir des politiques concrètes via des actions, interpellations locales, nationales, etc.

Dans un deuxième temps, nous voulions aussi proposer une analyse fine de ces moyens d'action afin de les rendre opératoires partout dans le Mouvement, afin de les inscrire dans notre patrimoine de Mouvement, en facilitant leur transmission. L'enquête n'a pas été pensée comme une fin en soi, mais comme un outil supplémentaire pour continuer à apprendre.

Enfin, cette enquête entre dans un calendrier particulier pour Vie Féminine : celui du Congrès identitaire de 2023. Régulièrement à Vie Féminine, des congrès sont organisés, pour décider ensemble, avec toutes les femmes qui composent le mouvement, les directions que nous voulons prendre. Ces congrès sont soit liés aux projets de société que nous voulons, soit liés à notre identité. En octobre 2023, après un long et fructueux processus d'enquête et de travail d'éducation permanente féministe de plus de deux ans et demi, mettant en mouvement la parole de près de 1000 femmes, s'est tenu notre nouveau congrès identitaire « Ensemble, partout, jusqu'au bout ! ». Cette enquête s'est inscrite dans ce « processus congrès », elle nous a permis de récolter une matière conséquente « qui dit quelque chose de qui nous sommes » et que nous avons mis au travail.

Valoriser l'intérêt de l'EPF : résilience et transformation sociale

Une enquête sur l'éducation permanente féministe en période de crise permet de mettre en évidence les stratégies d'adaptation et de résilience développées par les mouvements féministes. Elle explore également comment ces mouvements contribuent aux transformations sociales et politiques en promouvant des valeurs d'égalité, de justice et de respect des droits des femmes.

En effet, le secteur du non marchand n'a pas « chômé », et l'éducation permanente — souvent moins visible que d'autres domaines du secteur — n'a pas été à l'arrêt pendant cette pandémie. La crise est venue nous rappeler ce que nous savions depuis longtemps : l'éducation permanente est (une) résistance, et elle est essentielle. Politiquement, il est important de valoriser l'intérêt — y compris en situation d'urgence et/ou de crise, ce qui pourrait a priori sembler antinomique — de la démarche d'éducation permanente.

Enquêter sur nos pratiques d'éducation permanente féministes, observer ce que nous avons adopté, adapté, pérennisé, c'est aussi rendre accessible, à d'autres, la culture de l'EPF. Ces pratiques méritent d'être étendues, partagées et réappropriées dans d'autres espaces, collectifs et lieux de décisions, notamment en période d'urgence.

Tirer des leçons politiques (et ne pas les oublier)

La pandémie a été épuisante pour les femmes. Cette période a agi comme un miroir grossissant de réalités que les femmes ne connaissent déjà que trop bien. Elle est venue nous rappeler les inégalités criantes que trop encore subissent, les violences, la précarité, la charge mentale, la répartition des rôles et des richesses. Elle est venue nous rappeler les manquements auxquels nous devons pallier quotidiennement.

MÉTHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE

L'enquête à vie féminine : une histoire, une pratique, un héritage

Aujourd'hui, les enquêtes sont courantes, on ne compte d'ailleurs plus les « enquêtes » du confinement, celles du déconfinement, celles de l'après-confinement. Chez Vie Féminine, l'enquête est inscrite comme principe méthodologique dès 1909, date de la création du mouvement avec le fameux slogan : « Voir, juger, agir ». Il s'agit d'une méthodologie reprenant ces trois actions :

- « Voir : mener des enquêtes, favoriser l'expression des réalités de vie
- Juger : réfléchir, analyser ;
- Agir : faire des démarches, revendiquer, organiser des campagnes... »¹

Victoire Cappe, fondatrice de VF, nous rappelait déjà qu'enquêter c'est se mettre en contact avec les réalités d'un milieu, d'une situation. Enquêter c'est aussi apprendre à connaître les institutions avec lesquelles nous sommes en contact, savoir lesquelles sont à promouvoir et lesquelles sont à créer. Enquêter c'est surtout se préserver contre la routine dans l'emploi des méthodes d'actions. Elle conclut : « Pour que les œuvres ne soient pas condamnées à une stérilité fatale, il faut qu'elles s'adaptent adéquatement aux besoins et aux exigences de leur époque »².

Cette formulation du « voir, juger, agir » définissait déjà les grands principes de ce qu'allait devenir l'éducation permanente féministe (EPF). Il s'agit de partir des réalités de vie, de confronter ses réalités avec d'autres ; de rechercher les causes ; de mettre en évidence les systèmes qui produisent ces inégalités ; d'agir sur ceux-ci collectivement et proposer des alternatives. Enquêter fait donc pleinement partie de l'EPF et des « gènes » de Vie Féminine. D'ailleurs, enquêter en période de confinement s'est fait pour cette enquête nationale, mais aussi, à d'autres endroits en région : en province de Liège, à Bruxelles, etc.

L'enquête, un processus politique

Une enquête, ce n'est pas seulement un catalogue d'expériences subjectives, ce n'est pas seulement un recueil d'histoires, aussi importantes soient-elles, l'enquête c'est une rencontre, l'enquête c'est un parcours. C'est un dispositif qui

¹ *Education Permanente Féministe – Une méthode au service d'un projet !* Dossier pédagogique, Vie Féminine, 2012, p.12.

² *Idem*

permet de déplacer la focale, de déconstruire les représentations que l'on a de soi, des autres, du monde. C'est un espace de transformation des acteurs, des actrices en l'occurrence. Le savoir de l'enquête a un effet de capacitation politique sur celles et ceux qui participent à sa production.

On fait souvent remonter la généalogie des enquêtes militantes à la fameuse *Enquête ouvrière* rédigée par Karl Marx pour *la Revue socialiste* en 1880. Pourtant cette enquête repose elle-même sur deux principes énoncés dès 1845 par Friedrich Engels dans *La Situation des classes laborieuses en Angleterre*.

Le premier principe, épistémologique, établit que « la connaissance des conditions de vie du prolétariat est une nécessité absolue si l'on veut assurer un fondement solide aux théories socialistes »³ ;

Le second principe, politique cette fois, nous rappelle que le prolétariat a « parfaitement raison de n'attendre [de la bourgeoisie] aucun secours »⁴.

L'enquête, notamment par entretiens, s'intéresse moins aux questions causales (les « pourquoi ») qu'aux processus (aux « comment »).

Ce que permet une enquête c'est la création d'espaces de réflexion et de pensées. Or, pour ne pas être qu'une collection de subjectivités, pour nous apprendre réellement quelque chose collectivement, l'enquête doit transformer les expériences singulières en savoir collectif.

Les savoirs produits par l'enquête sont donc situés, non seulement ils produisent une connaissance matérielle du monde, mais ils permettent aussi, et surtout, de co-construire un savoir militant qui doit être au service de l'action politique. Ces espaces réflexifs deviennent alors autant de moyens de reconstruction collective du sens et de co-construction d'un savoir militant au service d'actions politiques. Ils nous permettent également de dégager des stratégies d'émancipation. À ce titre, l'enquête est un objet idéal typique de l'éducation permanente.

Dans son ouvrage *Enquête ouvrière et théorie critique*, Andrea Cavazzini nous rappelle d'ailleurs un élément important : « *L'enquête est une pratique politique qui, historiquement, tend à se déployer dans des périodes de crise, lorsque nous devons repenser, bousculer ou réaffirmer nos modes de conceptualisation des réalités sociales et nos modes d'action collective* ».⁵

³ Friedrich Engels, *La Situation des classes laborieuses en Angleterre, 1844*, Editions Sociales, p.31.

⁴ *Idem*, p.33.

⁵ Cavazzini Andrea, *Enquête ouvrière et théorie critique. Enjeux et figures de la centralité ouvrière dans l'Italie des années 1960*, Liège, Presses Universitaires de Liège, 2013.

Un mouvement de femmes populaires : un héritage politique propice à l'enquête

Cette enquête à Vie Féminine est l'héritière directe de ces « cafés-tartes » que certain·e·s regardent avec condescendance, car ce ne serait pas « ça » faire du politique. Longtemps, les mouvements de femmes ont été minorés, étiquetés comme n'étant pas assez sérieux ou « radicaux ».

En Europe et en Amérique du Nord, au 19^e siècle, la constitution des états libéraux repose sur un durcissement de la frontière sexuée entre public et privé : les femmes sont privées du droit de vote (et d'être élues), exclues de la sphère des partis et des débats publics. Ce sont donc dans ces menus espaces, entre privé et public, dans l'espace des engagements « sociaux », « religieux » ou « civiques », là où leur présence est tolérée que les femmes s'engagent.

Les apports de l'historiographie des mouvements de femmes s'avèrent éclairants sur les processus de politisation. Ce qu'ils nous apprennent par exemple, c'est qu'une identité assignée, privée, a priori fondatrice d'exclusion politique, peut constituer un levier de participation. Ils nous invitent donc à revoir notre distinction entre ce qui est « politique » et ce qui ne le serait pas. Un peu, comme nos fameux « cafés-tarte » finalement.

Dans de grandes variétés de contextes historiques et culturels, les femmes se sont organisées en tant que femmes (ou à partir de leurs rôles de mères, filles, sœurs ou épouses) pour atteindre leurs objectifs. C'est le cas par exemple des Mères de la place de Mai, en Argentine qui faisaient des rondes hebdomadaires en face de la Casa Rosada du gouvernement de Buenos Aires pour réclamer la vérité sur le sort de leurs enfants disparus. Ce sont elles, qui par leur détermination, ont permis de lever le voile sur les assassinats politiques de presque 30 000 personnes par la dictature militaire de 1976 à 1983. Plus proche de nous, ici et maintenant à Bruxelles, on peut penser au Collectif des Madre qui, lutte depuis 2017 contre les violences policières, notamment dans la commune de Saint-Gilles.

L'engagement des femmes des milieux populaires passe principalement par des « réseaux de la vie quotidienne », en particulier dans des activités entre femmes. L'historienne Temma Kaplan nous rappelle que les espaces d'entre-soi féminins (groupes paroissiaux, clubs de lectures ou de couture, etc.) peuvent devenir des lieux de transformation de la conscience de genre en conscience oppositionnelle.

C'est donc justement parce que nous avons l'habitude de ces activités entre femmes, c'est parce que nous avons l'habitude d'être à la marge, dans ces réseaux de la vie quotidienne, c'est parce que nous sommes les héritières des café-tartes, que nous avons pu faire cette enquête malgré le confinement.

Les différentes étapes du protocole d'enquête

Pour réaliser une enquête, il faut d'abord se mettre d'accord sur les questions de recherche. Il faut ensuite mettre en place une méthodologie pour récolter et conserver toutes ces traces, toutes ces réalités de vie.

Pour cette enquête, les récoltes de terrain se sont distinguées en plusieurs phases : Premièrement, presque immédiatement après l'annonce du premier confinement en 2020, et durant quatre mois, nous avons établi un répertoire collaboratif des actions. Il nous a permis dans un premier temps de centraliser, puis de partager ce qui a tout de suite été mis en place dans les régions pour s'adapter à cette période.

Puis, de la mi-mars à fin décembre 2020, pendant presque une année, nous avons lancé une phase plus spécifique de récoltes directes et réflexives qui reprenaient de façon exhaustive tout ce qui avait pu être mis en place. Il pouvait s'agir de toutes sortes d'activités : des groupes de discussion sur WhatsApp, des contacts téléphoniques (« un coup de fil, dans tous les cas : une personne qu'on appelle redevient une personne à part entière » témoignait une animatrice en focus group), des distributions de colis alimentaires, des ateliers de confection de masques, des lettres ouvertes, de cartes blanches, d'apparition média, contacts avec les politiques, travail de plateforme, etc.

Une consigne claire avait été communiquée à toutes les équipes, aux salariées comme aux bénévoles : tout ce qui a été pensé, fait pour, par et avec les femmes nous intéressait. Nous avons aussi insisté sur le fait qu'il n'y avait pas de hiérarchies entre les actions, que nous les considérions toutes comme étant des stratégies de résistance.

La principale complexité dans un mouvement tel que Vie Féminine, c'est sa taille, sa multitude d'antennes, de réalités, de sections, de services. Multi situé à la fois géographiquement, mais aussi en termes de pratiques et de dynamiques locales. Il a fallu interroger les différentes pratiques de mouvement avec des travailleuses salariées, des bénévoles, des responsables régionales, des femmes du public, des statuts, des réalités de vie et des expériences de confinements tout à faire différentes.

Pour nous aider, nous avons établi un tableau de récolte réflexive (cf. Annexes). Une récolte réflexive va au-delà d'une simple liste d'actions, d'actes, de production. Une récolte réflexive pose un certain nombre de questions dès la récolte, et permet de rendre plus fine la traçabilité, ce qui entre déjà dans un processus d'évaluation. Il s'agit par exemple de noter si on a rencontré des difficultés à mettre telle activité en place, s'il a fallu adapter nos outils, nos pratiques. C'est aussi consigner si les personnes qui ont participé à une activité étaient les femmes de nos publics, de notre réseau habituel ou s'il s'agissait de nouvelles femmes. Si tel était le cas, de se demander comment elles avaient entendu parler d'une activité, ce qui les a poussés à venir. C'est donc, in fine, avoir déjà une réflexion sur les conditions d'accès et de participation.

Une récolte réflexive permet également de resituer l'action dans un ancrage local et mettre en lumière les collaborations. D'une certaine manière, cela offre la possibilité de cartographier les alliances. En se demandant notamment si pour telle action, on a travaillé avec nos partenaires « classiques », « habituels » ou si telle action a engendré de nouveaux partenariats, des alliances surprenantes parfois dues à la nature de l'action en question.

Ces premières récoltes ont pu mettre en évidence le quotidien d'un mouvement de femmes.

CONSTAT ET ENJEUX ÉPINGLÉS PAR LES FEMMES : CETTE CRISE SANITAIRE NOUS A-T-ELLE APPRIS QUELQUE CHOSE ?

Les parentalités

La crise sanitaire a chamboulé bien des quotidiens, notamment en Belgique, notamment pour les mères ou futures mères. Dans l'étude « Être mère durant la pandémie. La maternité à l'épreuve de la crise Covid-19 »⁶ nous avons interrogé la manière dont elles ont vécu la maternité dans un contexte anxiogène comme celui-là. Pour y répondre, une dizaine de femmes a témoigné : des femmes enceintes, des mères en situation de couple hétérosexuel ou en famille monoparentale.

Tout d'abord, il faut pointer une anxiété générale à ne pas savoir comment cette crise allait se dérouler, quelles restrictions allaient être imposées. Celle-ci était renforcée par le stress de contrôles de police, plus fréquents dans les quartiers populaires.

Pour les femmes enceintes, la crise a également limité leurs possibilités de se préparer à la naissance du bébé avec une perte de soutien des proches, des risques de diminutions de leurs droits en salle d'accouchement, etc. Mais, pour certaines, la maternité représentait un lieu calme leur permettant de se reposer. En période de post-partum, l'isolement, dont elles faisaient part dans les études précédentes, est accentué avec une difficulté de ne pas pouvoir compter sur des aides extérieures.

De façon générale, les mères ont essayé de remplir deux objectifs principaux en termes de « parentalité » lors de cette crise : d'une part, faire face à l'anxiété générale et protéger les enfants, d'autre part, organiser le quotidien avec ses nouvelles tâches (suivi de la scolarité, prendre soin de la santé mentale des enfants/adolescent.e.s, etc.). Ces nouvelles tâches retombaient presque exclusivement sur les épaules des mères.

Le confinement, avec le télétravail généralisé pendant cette période, a considérablement modifié le temps. Les femmes se retrouvent dans une maternité sans répit cumulée au travail professionnel à réaliser. Elles racontent l'impossibilité « d'être à la fois travailleuse et mère et de remplir ces deux rôles

⁶ *Être mère durant la pandémie. La maternité à l'épreuve de la crise Covid-19*, Vie Féminine, Étude, 2021.

correctement »⁷. De plus, alors qu'il s'agit d'un contexte de pandémie internationale, la pression sur les mères ne s'amoindrit pas, laissant des traces d'inconfort et de culpabilité. Par conséquent, il y a « une inflation du temps passé à travailler, et une disparition du temps pour soi » (idem). Cela est d'autant plus fort dans les cas des mamans solos et/ou celles fortement actives dans les initiatives solidaires. On observe que le confinement, couplé au télétravail reproduit les inégalités et les met en exergue, que ce soit au sein de la société ou au sein du couple hétérosexuel.

Toutes ces difficultés rencontrées étaient d'autant plus grandes pour les mamans solos qui faisaient notamment face à une anxiété financière importante. Les chiffres ont d'ailleurs montré que « 32,2 % de foyers monoparentaux [composés à 80 % de femmes, souvent en situation précaire] ont connu une aggravation de leur situation financière durant la crise sanitaire »⁸. Finalement, c'est la santé mentale des mères monoparentales qui a été mise en péril. Elles dénoncent d'ailleurs le manque de considération et de soutien des pouvoirs publics dans la gestion de cette crise quant à leurs conditions de mamans solos.

En effet, « la gestion de la crise a été basée sur le modèle de la famille nucléaire »⁹, de classe moyenne avec une maison confortable et un jardin accolé. Les participantes dénoncent également la façon néo-libérale de gérer cette crise, laissant de côté le collectif et les personnes plus précaires en misant sur les responsabilités individuelles et les intérêts économiques.

Les violences conjugales

Les violences conjugales et intrafamiliales ont aussi été au centre des préoccupations de beaucoup de femmes. Ces violences ont été exacerbées pendant cette période de crise sanitaire. Dans une étude de *Bruxelles, Prévention et Sécurité* de 2021, on apprend que les appels sur les lignes d'écoute pour les violences conjugales ont triplés en confinement¹⁰.

À Vie Féminine, ce sont souvent les animatrices qui sont fréquemment confrontées à des récits de violences conjugales, y compris de violences post-séparations et de violences envers les enfants. Fatima Ben Moulay, responsable

⁷ *Être mère durant la pandémie. La maternité à l'épreuve de la crise Covid-19*, Vie Féminine, Étude, 2021, p.16.

⁸ *Idem*, p.21.

⁹ *Idem*, p.23.

¹⁰ *État des lieux des violences intrafamiliales en Région bruxelloise durant la pandémie de Covid-19*, Focus de l'Observatoire n°2 – Février 2021, Mars-novembre 2020, Bruxelles, Prévention et Sécurité, 2021, p.5.

de Vie Féminine pour la région de Charleroi témoigne : « Nous avons tout de suite reçu des messages de femmes qui appréhendaient cette période de confinement. Elles angoissaient à l'idée de devoir rester avec leur époux violent à la maison. Habituellement, elles arrivent à se ménager des bulles d'air, par exemple en allant chercher les enfants à l'école ou quand le mari travaille et qu'il n'est pas au domicile. Ce n'est plus possible. »¹¹

En effet, lorsqu'on est confinées, les bulles d'air, mais aussi les issues de secours sont fortement réduites. Il est d'autant plus difficile de faire appel à des services d'aide, à l'entourage amical ou familial pour assurer sa survie, quand le conjoint violent est confiné dans le même espace. De plus, on remarque que le contexte ambiant anxiogène et répressif peut augmenter le niveau de violence des hommes^{12 13}.

Le confinement a également réduit les disponibilités des maisons d'accueil pour les femmes victimes de violences. Face à cela, certaines régions ou antennes de Vie Féminine, comme celle de Soignies, se sont mobilisées pour inciter les communes à réquisitionner des espaces vides (comme des gîtes de vacances) afin de les transformer en espaces d'accueil temporaires¹⁴. Elles sont aussi nombreuses à avoir été vigilantes à maintenir le lien avec les femmes en situation de violences conjugales, à leur rappeler que sortir n'est pas permis, mais fuir l'est, etc.

L'isolement et la solitude

Pour beaucoup, le confinement a rimé avec « isolement » avec des impacts importants sur la santé mentale. Une animatrice de Thuin explique : « C'était le gros de mon travail, au téléphone tout le temps avec situation d'urgence ou d'isolement. J'avais l'impression de tenir les femmes à bout de bras au téléphone. »

Dans l'enquête régionale réalisée à Vie Féminine Liège une répondante témoigne : « Je lis, je tchat et je fais de la méditation. Je nourris et comble mon

¹¹ Camille Wernaers, *Violence masculines en période de confinement : « personne ne viendra m'aider »*, dans axelle, Mars 2020, n° 227.

¹² *Déclaration interinstitutions sur la violence à l'égard des femmes et des jeunes filles dans le contexte du COVID-19*, ONU Femmes, 24 juin 2020, <https://www.unwomen.org/fr/news/stories/2020/6/statement-inter-agency-statement-on-violence-against-women-and-girls-in-the-context-of-covid-19>

¹³ *Après un an de confinement, "les victimes de violences conjugales ne voient plus du tout d'issue"*, La Libre, 24 février 2021

<https://www.lalibre.be/belgique/societe/2021/02/24/apres-un-an-de-confinement-les-victimes-de-violences-conjugales-ne-voient-plus-du-tout-dissue-UYZEHLHI6FEOBAVYW4UB6MDAMM/>

¹⁴ *Coronavirus : ouverture à Bruxelles d'un hôtel pour les femmes victimes de violences familiales ou conjugales*. Article RTBF.be. 6 avril 2020. <https://www.rtbf.be/article/coronavirus-ouverture-a-bruxelles-d-un-hotel-pour-les-femmes-victimes-de-violences-familiales-ou-conjugales-10476521>

isolement comme d'habitude excepté que psychologiquement c'est bien plus ardu. »

Une autre participante à l'enquête dit : « Je suis heureuse d'être confinée avec mes chats, ils m'aident à supporter la solitude, le manque de toucher, prendre dans mes bras, sentir, entendre... ».

Enfin, pour d'autres, c'est la solitude qui leur manque. C'est le cas d'une mère confinée avec ses enfants et son partenaire. Une autre maman explique « J'essaie dans la mesure du possible de prendre un tout petit peu de temps seule chaque jour ».

Le care et l'aide aux autres

Les femmes sont, comme souvent et encore plus en période de crise, les principales à prendre soin des autres et à leur venir en aide.

Elles sont pourvoyeuses, donneuses et parfois receveuses de soins. Cela s'est décliné sous de multiples formes : appels téléphoniques, courses alimentaires pour les autres, mais aussi, création de masques.

Dans un article d'Axelle, Soizic Dubot, coordinatrice à vie Féminine pour les questions socio-économiques, nous explique à quel point le fait qu'une grande majorité de femmes aient été réquisitionnées pour faire des masques gratuitement, n'est pas un hasard. En effet, l'Etat a compté sur la « bonne volonté » et le savoir-faire de femmes pour faire du travail gratuit qu'il n'a pas à rémunérer, comme il devrait pourtant le faire. 100.000 masques auraient ainsi été confectionnés. À Vie Féminine aussi, des femmes se sont organisées pour produire des masques ou des blouses bleues pour les soignant·e·s. Elles ont, dans l'urgence sanitaire, pallié les devoirs de l'Etat. Certaines témoignent « Ce sont des infirmiers et infirmières (même aux urgences !) et médecins qui m'ont demandé des masques, car ils n'en trouvaient pas ailleurs ! C'est inadmissible !!! ». Lucide, une autre couseuse de masques ajoute « Il ne faudrait pas qu'il [l'Etat] “profite” du bénévolat pour ne pas remplir sa mission ». Ce besoin d'agir face à la crise s'inscrit « plus largement dans une volonté de “prendre soin” des autres et de la société, une volonté qui revêt parfois des aspects de “devoir” qui s'enracine dans une longue tradition de travail de care, de soin, porté principalement par des femmes »¹⁵.

¹⁵ Confection de masques : Soizic Dubot, de Vie Féminine, dénonce une “machine qui s'emballe” sur le dos des femmes, Sabine Panet, dans axelle, Mai 2020, n° 229, p.12.

Profiter du travail gratuit n'est pas une pratique nouvelle de l'Etat, mais dans ce contexte de crise sanitaire la culpabilisation a été beaucoup plus intense pour les femmes qui ne se mettaient pas à la machine à coudre (en plus de devoir accomplir un ensemble d'autres charges liées aux soins) ou qui demandaient rémunération contre leurs services. Une des femmes de Vie Féminine explique : « Au début, je me faisais payer, car j'avais dû acheter toutes les fournitures. Puis, je me suis sentie mal, car sur Facebook, on fustigeait les personnes qui se faisaient payer »¹⁶. En Belgique, des couturières se sont rassemblées en un collectif « À bas les masques » pour dénoncer le fait de ne pas employer (et rémunérer !) des professionnelles pour réaliser des masques¹⁷.

Cette gestion des masques montre bien le contraste qu'il existe entre le dévouement de certaines femmes pour prendre soin de la société et la place qu'on leur fait. Et cela est d'autant plus vrai pour les femmes sans-papiers. Une femme nous disait « Nous les femmes, ne soyons pas les bouche-trous quand ça arrange le politique et qu'on nous oublie en autre temps »¹⁸.

La solidarité

On a pu le constater à de multiples endroits, les solidarités pendant le confinement ont été multiples : distributions matérielles, aides à faire les courses, des communiqués aux politiques pour tenter d'assurer la (sur)vie de femmes en situation de violences conjugales, ou des personnes sans-papiers, etc. Une participante de Huy-Waremme aux focus groups nous expliquait « Dans plein de communes, des plateformes solidaires sont mises en place pour faire les courses, du babysitting ».

Comme nous l'explique Cécile Rugira, responsable régionale de Vie Féminine pour la région du Centre Hainaut : « La solidarité a commencé à s'organiser de manière informelle et privée, car nous avons peu de temps pour structurer cette aide chez Vie Féminine au sein de notre région alors que les besoins, eux, étaient trop urgents »¹⁹.

Pour cela, les femmes du Mouvement ont dû faire preuve de créativité. Elles ont par exemple pensé à faire des dons via des cartes cadeaux chez Colruyt ou Aldi

¹⁶ Confection de masques : Soizic Dubot, de Vie Féminine, dénonce une « machine qui s'emballe » sur le dos des femmes, Sabine Panet, dans axelle, Mai 2020, n° 229, p.8.

¹⁷ Bas-les-masques : des couturières qui se sentent « exploitées » au nom de la solidarité, Article RTBF.be, 4 mai 2020 - <https://www.rtbf.be/article/bas-les-masques-des-couturieres-qui-se-sentent-exploitees-au-nom-de-la-solidarite-10495292>

¹⁸ Confection de masques : Soizic Dubot, de Vie Féminine, dénonce une « machine qui s'emballe » sur le dos des femmes, Sabine Panet, dans axelle, Mai 2020, n° 229, p.12.

¹⁹ Entretien mené par le Bureau d'étude avec la responsable et la responsable adjointe de la région du Centre Hainaut le 18 novembre 2021.

étant donné que les personnes sans papiers n'ont pas forcément de compte en banques et qu'il est déconseillé de payer avec de l'argent liquide. On observe aussi que ces initiatives solidaires sont bien souvent réalisées par des personnes précaires pour des personnes précaires, face aux nombreux manquements politiques.

La solidarité n'est pas quelque chose d'inné, elle demande des efforts, et beaucoup ont été fournis, malgré la précarisation accrue des femmes, les difficultés sanitaires et le stress ambiant. Dans son introduction à notre journée d'étude de 2022 consacrées aux solidarités, Aurore Kesh, présidente de Vie Féminine, rappelait : « Les expressions sont multiples autour de la solidarité : d'expériences magnifiques ou allant de soi, à d'autres plus mitigées ou éprouvantes [...]. De questionnements autour de pratiques plus ponctuelles, d'aides directes, de services rendus qui facilitent la vie des femmes, un jour, en répondant à un de leurs besoins précis, à la solidarité politique qui peut changer durablement la vie des femmes dans cette société. De la lutte pour ses propres droits à soi... à la lutte pour les droits des autres femmes. [Mais] La solidarité chez Vie Féminine, c'est aussi une question de cohérence. Si nous voulons être aux côtés des femmes, nous devons être porteuses d'un discours et de gestes qui ne les opposent pas, les unes aux autres. [Ce n'est pas si simple et évident]. Et nous avons pu encore mieux nous en rendre compte pendant cette crise qui nous a toutes touchées de plein fouet [...]. On a dû souvent dézoomer, prendre ensemble du recul pour continuer à se renforcer les unes les autres, et continuer à faire front ensemble, même si on n'était pas d'accord sur tout. Il nous a fallu reconnaître la légitimité des peurs et de tout ce qui peut constituer des freins aux "communs" [...]. La solidarité continue souvent à être pensée comme innée ou naturelle [...]. On sait, chez Vie Féminine, que la solidarité ne se décrète pas de l'extérieur (tout comme l'émancipation, d'ailleurs) et que, souvent, elle se construit dans le "faire ensemble". Dans ce monde, il nous faut aussi apprendre à "Faire solidarité" avec d'autres, sans forcément vivre les mêmes choses, mais dans la conviction de travailler à améliorer le monde, y compris pour soi ! ».

L'accès aux droits

L'accès aux droits a été bien plus difficile puisque les services ont été très restreints, que les démarches ont avant tout été numériques pour éviter tout

contact social. Or, la fracture numérique reste un frein important pour les femmes, y compris dans l'accès à leurs droits.²⁰

En ce qui concerne l'accès à la justice, il est rendu très difficile, car chaque plainte et plaidoyer se fait par écrit alors que beaucoup de femmes ne maîtrisent pas le français et encore moins le langage judiciaire.

La santé mentale

Dans un contexte aussi anxiogène de pandémie mondiale, confinées, dans un futur complètement incertain, la santé mentale en a pris un coup chez de nombreuses femmes.

Pour certaines ce sont des conditions de confinement qui ravivent des traumatismes. Ce sont des problèmes qui se sont amplifiés dans un contexte pandémique, des séances chez les psychologues qui sont annulées, des anxiétés et dépressions en hausse. « Je traîne en pyjama et je mange mal, ce qui ne met pas du tout à l'aise et renforce ma dépression » révèle une femme interrogée à Liège.

Ce sont aussi des inquiétudes pour ses proches : notamment celles qui sont enfermées chez elles avec des hommes violents.

C'est faire face à des nouvelles dans la presse et sur les réseaux sociaux très anxiogènes. Ce sont aussi des femmes qui n'en peuvent plus des contacts en virtuels et dont le contact physique manque terriblement. C'est l'isolement accru, comme on l'a vu précédemment. Mais pour d'autres, c'est aussi le stress de faire face au déconfinement. De faire face à une (nouvelle) agoraphobie.

Il y a aussi celles qui doivent faire face à des problèmes de logement, qui n'ont pas de jardin ou balcon pour s'aérer, qui sont dans un appartement à plusieurs, qui doivent jongler entre les enfants, le travail, la scolarité, les courses, le nettoyage sanitaire, etc. Ce sont les mamans solos qui n'ont pas de personne sur qui compter pour respirer une seconde ou même pour aller faire les courses sans craindre pour leurs enfants qui les accompagnent.

« J'ouvre en grand mon velux, car je vis dans 15 m² et avec ma santé fragile j'étouffe de ne pas pouvoir prendre l'air » nous dit encore une femme interrogée à Liège.

C'est aussi l'angoisse de ne pas avoir de sources de revenus quand les personnes sans papiers n'ont pas d'autres choix que de travailler au noir.

²⁰ Entretien mené par le Bureau d'étude avec la responsable et la responsable adjointe de la région de Bruxelles, le 05 septembre 2021.

Cette liste n'est pas exhaustive, presque toutes les femmes que nous avons interrogées, mais aussi celles avec qui nous travaillons ou sommes en lien, ont quelque chose à dire de leur santé mentale en cette période.

Les précarités sociales et financières

Partout, les femmes nous ont dit la difficulté accrue du moment. Elles nous ont raconté comment elles manquaient d'argent pour faire des courses, comment les prix avaient augmenté, comment elles devaient faire leurs courses dans différents endroits pour être certaines de « payer moins cher ». Elles nous ont raconté les privations, comment elles ne se sont pas nourries pour pouvoir nourrir leurs enfants. Nous avons donc constaté, dans toutes les régions où Vie Féminine est active, une recrudescence des demandes de colis alimentaires. La nécessité de se procurer une attestation provenant du CPAS a effrayé de nombreuses femmes qui n'ont pas toujours eu de bonnes expériences au sein de cette institution²¹.

Nous avons également pu constater que le nombre de femmes surendettées a augmenté. Certaines femmes étaient en règlement collectif de dettes et ne se sont pas senties soutenues dans l'urgence par les CPAS.

Les personnes bénéficiant de la GRAPA en couple considérées comme cohabitantes perdent leurs droits et la moitié de leurs revenus, même si l'autre personne n'a pas de revenus. Cela renforce, bien entendu, leur précarité.

Les problèmes de logement ont également été accentués par le confinement (expulsions, insalubrité, loyers exagérément élevés en parallèle de revenus qui stagnent ou baissent, etc.). De plus, le statut de sans-abrisme par lequel les personnes expulsées doivent passer pour pouvoir introduire une demande de logement est vraiment problématique et les met en insécurité. On a également pu observer que le CPAS ne propose, en général, pas de réponses ou d'aide aux personnes démunies face à un déménagement qu'elles ne savent pas gérer.

En ce qui concerne les publics de Vie Féminine, nous avons pu constater :

Un public qui a basculé dans la précarité. C'est le cas par exemple des étudiantes retournées chez leurs parents, car elles ne pouvaient plus faire face aux frais. Mais ce sont aussi par exemple des jobistes de l'HoReCa qui se sont retrouvé·e·s sans revenus.

²¹ À ce sujet voir l'étude de Vie Féminine *Femmes et institutions, changeons les règles du jeu. Comprendre pour mieux agir*. 2023.
https://www.viefeminine.be/IMG/pdf/etude_femmes_institutions.pdf

Un public précaire qui a basculé dans la pauvreté. Dans certaines régions, Vie Féminine a distribué des colis alimentaires, ce qui ne fait, traditionnellement, pas partie de nos pratiques.

Avant la crise sanitaire, 18 % de personnes vivaient au seuil ou sous le seuil de pauvreté en Belgique. Pendant la crise et après, ce sont 25 % de personnes qui sont passées sous ou à ce seuil de pauvreté.²²

²² *Pauvreté et groupes vulnérables pendant la crise du coronavirus*, Federal Public Service, <https://socialsecurity.belgium.be/sites/default/files/content/docs/fr/publications/rbss/2020/rbss-2020-1-pauvrete-et-groupes-vulnerables-pendant-la-crise-du-coronavirus.pdf>

PARTIR DES CONSTATS DES FEMMES POUR ÉLABORER DES REVENDICATIONS POLITIQUES

Les constats et les manques relevés par les femmes ont permis à Vie Féminine d'élaborer 30 mesures de crise pour garantir les droits des femmes. Ces mesures ont été publiées et envoyées aux pouvoirs politiques.

Soutenir tous les métiers de la première ligne sans exception : infirmières, aides familiales et ménagères, soignant.e.s dans les maisons de retraite, plannings familiaux, sage-femmes, travailleur.euse.s sociaux.les, accueillantes d'enfants à domicile, puéricultrices, travailleuses du commerce, personnel logistique des hôpitaux et des Homes, etc.

Dans l'urgence, il est essentiel que ces personnes disposent de toutes les protections nécessaires, du matériel adéquat en suffisance ou son remboursement par les pouvoirs publics, des solutions de garde d'enfants, etc.

Refinancer de manière structurelle des soins de santé (maison de repos, maison médicale, centre PMS, hôpitaux, soins à domicile, centres de planning, etc.) ainsi qu'une revalorisation de tous les métiers de la santé et du soin.

Au-delà de la crise, mettre en place une politique ambitieuse d'accueil de l'enfance qui dépasse la fonction purement économique, qui soit accessible à toutes les familles et qui reconnaisse et valorise les métiers de l'accueil.

Geler le décompte pour les allocations limitées dans le temps dans le cas de chômage classique (chômage sur base du travail précédent et allocations d'insertion seraient des pistes à explorer).

Geler la limitation dans le temps des allocations d'insertion pour éviter que des personnes ne « tombent » au RIS.

Assimiler les périodes de chômage temporaire des travailleuses enceintes à des périodes de travail en vue de prolonger le congé postnatal. Il serait en effet incompréhensible qu'elles perdent des jours de congés postnataux.

Au-delà de la crise, revoir les montants trop bas des allocations de chômage et supprimer le statut de cohabitant.e.

Donner les moyens aux CPAS pour leur permettre de jouer leur rôle de première ligne, que ce soit pour les demandes et attributions du RIS ou des autres aides sociales : garantir l'accessibilité à tou·te·s.

Alléger la procédure de contrôle pour les personnes bénéficiaires de l'AGR (actuellement suspendue, elle pourrait au moins être espacée en temps normal : une fois par an ou tous les 6 mois).

Transformer le système des colis alimentaires en une aide sous forme de « chèques nourriture » à dépenser dans les commerces où se rendent les femmes et les familles.

Fournir des solutions permettant une réelle conciliation entre la vie familiale et la vie professionnelle durant le confinement et jusqu'à la reprise de l'école pour tous·tes. Cela peut se faire (mais pas uniquement, les besoins étant multiples) par le moyen d'un congé parental qui concerne l'ensemble des parents sans discrimination et qui soit suffisamment rémunéré pour constituer une réelle alternative pour les familles.

Supprimer le plafond de revenus pour pouvoir bénéficier des avances sur contributions alimentaires auprès du Service des créances alimentaires (SECAL).

Au-delà de la crise, mettre en place un service universel des créances alimentaires accessible à tous les parents et ex-conjoints devant bénéficier d'une contribution ou pension alimentaire ou la verser.

Annuler — ou au minimum suspendre — les dettes contractées durant la vie commune lorsque l'ex-conjoint s'est rendu insolvable.

Garantir la sécurité des femmes victimes de violences (avec ou sans papiers) : il faut des directives claires et généralisées à tout le territoire pour que la police et la justice interviennent systématiquement dans ce sens.

Développer une vraie politique de prévention (avec par exemple, dans l'immédiat, des messages à l'attention des hommes pour gérer leur stress, à l'attention des femmes pour garantir au mieux leur sécurité et augmenter leur capacité de se défendre, une formation de base accélérée pour le personnel en contact avec les auteurs/victimes de violences conjugales, etc.).

Faire en sorte que les mesures prises dans l'urgence pour lutter contre les violences se poursuivent après le confinement, notamment pour le maintien des places supplémentaires dans les hébergements d'urgence.

Recenser les ressources disponibles pour la santé mentale et mettre en place une information massive (y compris papier) pour les faire connaître.

Mettre en place une ligne de soutien psychologique pour les personnes avec des problèmes de santé mentale spécifiques, avec des écoutant.e.s formé.e.s à la charge psychologique spécifique qui pèse sur les femmes.

Prendre les mesures nécessaires et urgentes pour que les conditions actuelles d'accès à l'IVG (durée de grossesse, délais d'attente, etc.) soient adaptées à la situation liée à la crise sanitaire.

Renforcer les moyens des centres de planning (matériel, financement, appui de personnel si possible), octroyer des moyens pour des dispositifs d'accompagnement psychologique à distance, pouvoir disposer de matériel de protection pour le personnel, etc.

Permettre aux femmes dites « sans-papiers » d'accéder aux services sociaux, à la police et à la justice, sans qu'elles ne soient menacées d'expulsion ou d'emprisonnement en centre fermé.

Réquisionner, selon la loi Onkelinx, les espaces vides pour accueillir les femmes dites « sans-papiers » (avec ou sans enfants) qui n'ont pas de lieu pour se confiner.

Permettre l'utilisation d'argent liquide pour les achats essentiels (nourriture, titres de transport, etc.), car les personnes dites « sans-papiers » n'ont pas le droit de disposer de cartes bancaires.

Organiser les communications sanitaires ainsi que celles de la lutte contre les violences dans différentes langues pour permettre à un maximum de femmes de prendre connaissance de leurs droits.

S'engager dans une démarche de régularisation de toutes les personnes sans titre de séjour se trouvant actuellement sur le territoire. Les femmes dites « sans-papiers » ont tissé des liens durables en Belgique via la charge des enfants, des réseaux spécifiques (maisons de quartier, centres d'alphabétisation, consultations prénatales, centres de planning, etc.), leurs implications dans l'associatif, les mouvements de femmes, les réseaux de travail informels, etc.

Prendre des mesures urgentes pour lutter contre la fracture numérique avec un focus sur les personnes les plus précarisées et les plus éloignées des outils numériques et mises à disposition gratuite de réseaux wifi publics, ainsi que de séances de formations en masse.

Au-delà de la crise, prendre en compte le numérique comme un bien de première nécessité, à l'instar de l'eau courante et de l'électricité afin que chaque ménage puisse bénéficier d'une installation et des équipements nécessaires à prix sociaux.

Prendre en compte les situations spécifiques des femmes, et leurs contributions, à la crise dans la transition du déconfinement et le temps de l'après-crise.

Déchiffrage et analyses des récoltes

Les récoltes ont été centralisées, le bureau d'étude a réalisé un défrichage de ces données et a proposé ses premières analyses à un comité d'accompagnement. Ce comité d'accompagnement interrégional avait été mis en place en janvier 2021. Comme tous les lieux et les instances de Vie Féminine, il était ouvert à toutes : aux bénévoles, animatrices, responsables ou nationales, ainsi qu'aux équipes administratives, car durant cette pandémie ce sont elles, au secrétariat, au téléphone, qui ont été les premiers contacts des femmes qui s'adressaient à vie Féminine.

Cinq champs principaux de réflexions ont été identifiés :

- L'Education permanente Féministe
- Les publics de Vie Féminine
- La participation des femmes
- Le « Faire Mouvement »
- Le projet de société

Mise en place des focus groups

Pour aller creuser chacun de ces champs, nous avons mis en place des focus groups. Le focus group est une méthode qualitative et participative de recueil de données accessibles à toutes et qui favorisent la récolte d'expressions directes. Dans un focus group, un contrat lie ses participantes : chaque voix, chaque parole est légitime, qu'on soit bénévole ou présidente, qu'on soit dans le mouvement depuis 30 ans ou qu'on y soit arrivée pendant le confinement. L'anonymat garantit également une participation sécurisante, égalitaire et respectueuse. C'est d'autant plus important que la réussite de ce type de méthode repose sur la dynamique de groupe qui permet d'explorer différents points de vue sur un sujet, de nous amener à réfléchir collectivement à des solutions et donc de nous fédérer.

Ces focus groups étaient interrégionaux et ouverts à toutes : salariées, bénévoles, femmes participantes aux activités, etc. Une attention particulière a été fournie à

la présence de femmes de toutes les régions où Vie Féminine agit et à la diversité des profils.

Pour animer ces différents focus groups thématiques, nous avons demandé aux femmes de réagir à différentes affirmations, parfois volontairement provocatrices, plutôt qu'à des questions. Le passage par l'affirmation à commenter facilite les prises de parole, notamment les premières, qui ont conduit à des échanges très riches entre les participantes. Une prise de note exhaustive et anonymisée a été effectuée par le bureau d'étude.

Nous reproduisons, ici, les affirmations utilisées lors de l'animation, dans leur ordre d'utilisation. Cet ordre suit une logique argumentative réfléchie. Chaque séance a duré 3 heures et s'est déroulée en ligne. Le focus group consacré au « Faire Mouvement » (focus group 4) a été effectué en deux séances. Certaines de ces affirmations soumises à discussion dans les focus groups ont également fait l'objet de séances spécifiques à destination des salariées du secrétariat national et des responsables et responsables adjointes régionales. Il était important, pour nous, de distinguer les expériences des « professionnelles » de l'EPF.

Focus group 1 — L'éducation permanente Féministe (EPF)

1. Le confinement nous a coupé de tous les liens.
2. L'éducation permanente n'est pas un secteur essentiel.
3. L'éducation permanente féministe (EPF) en virtuel, ça n'existe pas.
4. Une balade à 3, ce n'est pas de l'EPF.
5. Un coup de fil, ce n'est pas de l'EPF.
6. Distribuer des colis alimentaires, ce n'est pas de l'EPF.
7. En EPF, pas besoin de psy.

Focus group 2 — Les publics de Vie Féminine

1. A Vie Féminine (VF), on s'adresse à toutes les femmes.
2. Chez nous, on sait toucher toutes les femmes.
3. On ne fait pas de l'assistanat.
4. Ça, c'est pas un public de chez nous.
5. On a perdu des femmes.
6. Les femmes des milieux populaires, c'est...
7. On met les femmes dans des cases.
8. Précaire ou pauvre
9. Depuis la crise, c'est fini l'intimité.
10. VF est devenu plus militant.

Focus group 3 — La participation des femmes

1. Être là, c'est déjà participer.
2. Il y a plein de manières d'être participante.
3. Il y a celles qui donnent et celles qui prennent.
4. Bénéficier d'un colis alimentaire, c'est de la participation.
5. Bénéficiaire, bénévole, stagiaire, participante, femme.
6. Faire participer les femmes pendant la pandémie, mission impossible.
7. Participer virtuellement, ce n'est pas vraiment participer.
8. Faire participer les femmes, c'est un travail.
9. Garder le lien, c'est participer.

Focus group 4 — Faire Mouvement »

1. À 15 ou à 150, on peut faire mouvement.
2. Dans un mouvement, il y a de la place pour toutes les femmes.
3. Dans un mouvement, on détermine les priorités ensemble.
4. Dans un mouvement, pas de spontanéité possible.
5. Faire mouvement, ça dépasse son village, son antenne.
6. Faire mouvement, ça ralentit l'action.
7. Faire mouvement, c'est décider ensemble.
8. Faire mouvement, c'est être d'accord sur tout.
9. Faire mouvement, c'est être loyale.
10. Faire mouvement, c'est ne plus jamais être seule.
11. Faire mouvement, c'est parler d'une seule voix.
12. Faire mouvement, c'est partager un projet de société.
13. Faire mouvement, c'est résister.
14. Faire mouvement, c'est partager un socle commun.
15. Faire mouvement, c'est savoir ce qu'on doit dire.
16. Faire mouvement, c'est se sentir appartenir à quelque chose de plus grand que soi.
17. Faire mouvement, c'est une question d'adhésion.
18. Il faut du temps pour comprendre ce qu'est le mouvement.
19. Le mouvement, c'est les copines.
20. Pendant la crise, on a fait mouvement.
21. Pour faire mouvement, il faut parfois se mettre en retrait.
22. Pour faire mouvement, il faut savoir gommer les singularités.
23. Un mouvement, ce sont des continuités et des changements.
24. Un mouvement aujourd'hui, à quoi ça sert.
25. Un mouvement, ça rend fières et fortes.

- 26. Un mouvement, c'est surtout des liens affectifs.
- 27. Un mouvement, c'est une appartenance commune.
- 28. Un mouvement, c'est une force de frappe.
- 29. VF sans les services, ça reste VF.

Focus group 5/ Le projet de société

Cette séance a été introduite par une (re)lecture collective de nos « Douze conditions pour une société égalitaire, solidaire et juste », validées lors du Congrès de Vie Féminine du 29 mai 2010.²³

- 1. Un projet de société, ça sert à...
- 2. Ce qui me tient le plus à cœur pour une société égalitaire, c'est...
- 3. Un projet de société, c'est bien beau, mais ce que veulent les femmes c'est...
- 4. On se dit féministe, mais ce qu'on veut concrètement c'est...
- 5. On se dit anticapitaliste, mais ce qu'on veut concrètement, c'est...
- 6. On se dit antiraciste, mais ce qu'on veut concrètement, c'est...
- 7. Un projet de société efficace, ce sont des conditions concrètes ou des valeurs communes.

Entretiens

Parallèlement à ces focus groups, une série d'entretiens a également été menée.

En sciences humaines on distingue 4 types de méthodes : la recherche documentaire, l'observation, le questionnaire et l'entretien. Chacune de ces approches correspond à un type de questionnement et de méthodologie propre. Seuls les questionnaires et entretiens sont des méthodes de production de données verbales.

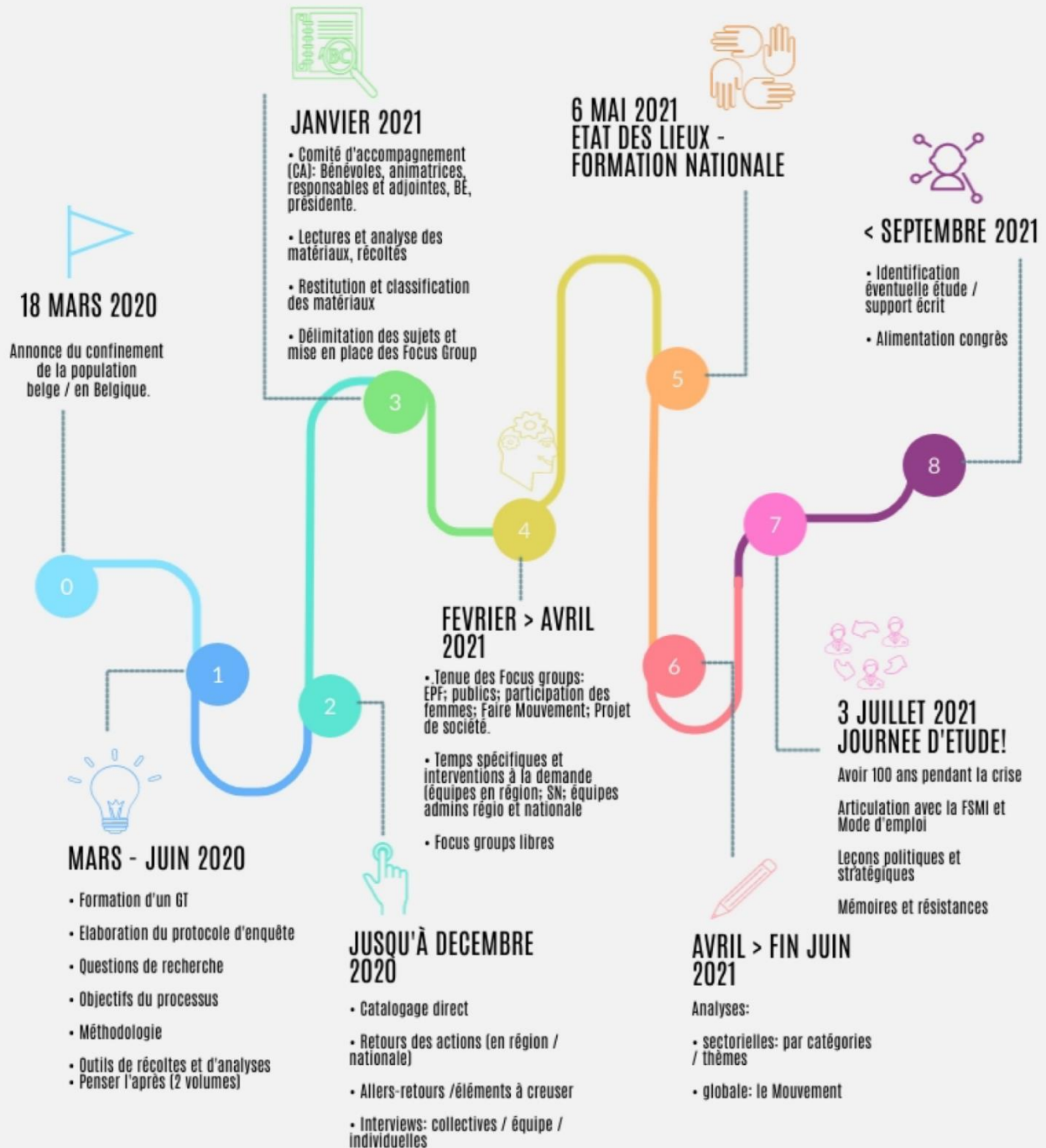
Si l'enquête est toujours une plongée dans l'altérité, le questionnaire appelle une réponse, l'entretien, lui, fait construire un discours. Ce sont donc les méthodes privilégiées pour travailler avec notre public cible : les femmes des milieux populaires.

Enfin, des consultations menées en 2023 en vue du congrès identitaire de Vie Féminine d'octobre 2023 nous ont permis d'affiner notre analyse sur ces différentes thématiques, en particulier sur les publics et les participations des femmes.

²³ Les 12 articles statuant des conditions pour une société égalitaire, solidaire et juste, validés en Congrès en mai 2010, sont consultables en ligne : <https://www.viefeminine.be/les-12-conditions-pour-une-societe>.

Mémoires et résistances féministes.

Etapes du protocole d'enquête



APPRENTISSAGE DE L'ENQUÊTE

L'éducation permanente féministe en temps de crise

A Vie Féminine, l'éducation permanente féministe est, bien entendu, une méthode, celle que nous avons choisie collectivement pour avancer, ensemble, entre femmes. Mais l'éducation permanente féministe représente également un objectif politique en soi. Il était donc primordial, en tant que professionnel·le·s du secteur, de nous pencher dessus et d'analyser, de comprendre comment elle se reconfigure ou se colore en situation d'urgence.

Nous nous sommes posé une série de questions sur la manière de faire de l'EPF en situation de crise sans pouvoir privilégier les situations en présentiel. Nous avons dû adapter nos façons de faire. Les contours de nos actions ont été bouleversés. Nous nous sommes demandé si et comment nous avions enrichi et diversifié nos modalités d'intervention et d'action. Ce que nous avons appris avec l'enquête, c'est que nous avons répondu aux besoins immédiats des femmes alors que personne n'y répondait, que ce soit concernant des violences subies, de la santé mentale mise en péril, en passant par la distribution de colis alimentaires. Dans un focus group, une femme nous le disait : « Il y a des femmes qui ont eu besoin de Vie Féminine pour manger, pour se soigner, pour se sauver des violences ».

Grâce à nos dispositifs d'action, nos ancrages locaux, le travail mené depuis longtemps sur le terrain, nous avons pu pallier ce que l'Etat ne faisait pas. Nous préciserons d'ailleurs le rôle de Vie Féminine et du secteur non marchand face aux manquements de l'Etat dans la suite de l'analyse. La crise est venue reconfirmer à quel point l'EP est un secteur essentiel, pas seulement au sein de Vie Féminine ou du secteur non marchand, mais au sein de la société à plus large échelle.

Cette pandémie est aussi venue bousculer nos représentations et nous interroger sur un grand nombre d'activités qu'on ne définissait pas nécessairement comme de l'EPF traditionnellement. C'est le cas par exemple des conversations WhatsApp, d'une page Facebook des cuisines du quartier à Bruxelles, d'un carnet collectif où les femmes partagent leurs vécus et ressentis ou encore de la création de caisses de solidarités.

En temps de confinement, nous avons fait beaucoup plus d'interventions individuelles que d'habitude, nous avons distribué des colis alimentaires parce que les femmes et leurs familles avaient faim. Mais ces distributions de colis

alimentaires, pour prendre cet exemple emblématique du travail dit « d'urgence », a été constamment remis au cœur de réseaux ancrés. Nous avons sans cesse replacé les contacts individuels dans une démarche collective d'émancipation. Nous avons recollectiviser les paroles, les témoignages pour construire des revendications politiques et des leviers d'action. Une animatrice témoigne lors du focus group dédié aux publics : « des fois, il faut passer par l'individuel pour outiller les femmes, mais c'est toujours pour les "armer" ».

Qui sont (et qui ne sont pas ou plus) les publics de Vie Féminine ?

Le confinement nous a amenés à réfléchir aux liens qui existent entre les femmes et Vie Féminine. Il s'agit de rester en lien avec nos publics habituels, mais aussi de faire le lien/faire du lien avec d'autres femmes, pour être partout où les femmes sont, malgré tout.

A travers cette enquête, nous nous sommes demandé ce que cette crise disait ou nous apprenait de nos publics. On emploie la terminologie de « femmes des milieux populaires », mais quelle réalité sociologique recouvre-t-elle aujourd'hui ? Comment circonscrire — depuis cette crise —, les milieux populaires ? On le sait, des femmes qui étaient à la limite de la précarité le sont devenues complètement pendant cette crise. D'autres femmes sont passées de la précarité à la pauvreté, voire à la grande pauvreté.

Comme mentionné précédemment, les récoltes et analyses de cette enquête ont irrigué les réflexions du Mouvement, et ont également été pensées pour préparer le Congrès identitaire de Vie Féminine de 2023 qui s'articulait principalement autour des deux axes : « Publics » et « Participation ».

Pour préparer ce congrès, 70 consultations collectives, 21 individuelles et 15 de salariées ont été mises en place.

Au cours de ces consultations, les femmes ont fortement remis en cause l'expression « milieu populaire ». Les femmes le trouvent « désuet », « fourre-tout » ou « péjoratif ». Dans certaines régions, comme au Luxembourg, les femmes pensent même que le terme a pu freiner l'entrée à Vie Féminine. Pour d'autres femmes, cette terminologie est considérée insuffisante pour désigner les effets du racisme et du sexisme. De multiples expressions tentent de définir cette locution, de rendre visibles les femmes qui se trouvent cachées derrière cette étiquette. Les « femmes des milieux populaires » ce sont alors, et par exemple :

« Celles qui sont invisibilisées [...] dont on n'entend pas la voix »

(Femmes consultées, à Laeken, Bruxelles)

« Celles qui doivent réfléchir à calculer à la fin du mois »

(Femmes consultées à La Louvière)

« Celles en "marge de la société" qui ont du mal à s'investir dans la société ; qui sont exclues ; qui sont éloignées de la vie sociale »

(Femmes consultées à Rebecq)

« Celles qui n'ont pas accès au monde qui va vite, qui ne savent pas prendre en marche le train qui va vite »

(Femmes consultées à Wavre)

L'enquête aura permis de générer plusieurs questions cruciales sur la question des publics de Vie Féminine : Quel est notre public ? Et d'ailleurs est-ce qu'on a un seul public ? La question sous-tend forcément celle des publics qu'on ne touche pas. Quelles sont les femmes qu'on ne touche pas aujourd'hui ? Celles qu'on ne touche plus ? Celles qu'on voudrait toucher ? Dès lors, que devons-nous mettre en place pour plus d'inclusivité, et pour s'adresser réellement à toutes les femmes ? Et d'ailleurs est-ce vraiment possible ? Une précieuse matière à réflexion.

L'enquête nous apprend que nous avons perdu des femmes, mais de nouvelles sont arrivées. Des nouvelles femmes qu'on n'aurait peut-être pas rencontrées autrement parce que nos actions ont été encore plus diversifiées qu'à l'accoutumée. Il y a une attention à utiliser différents moyens de communication pour s'assurer de ne pas perdre certains publics en chemin, comme les personnes qui n'ont pas accès à internet. À Liège on lira dans le compte-rendu « Attention à ne pas rester en contact qu'avec les femmes du réseau. Pensez aux femmes seules, qui n'ont pas de GSM, ou que le téléphone fixe, appelez-les ! ». Quand les outils numériques font craindre la fracture numérique, ils permettent dans d'autres situations d'attirer de nouveaux publics.

C'est aussi cela l'histoire d'un mouvement qui a 100 ans : ce sont des arrivées, ce sont des départs, c'est aussi tout ce qu'on peut faire entre les deux. Ce sont des cohabitations parfois un peu forcées, ce sont des remplacements, ce sont des passeuses. Ce sont, comme dans tout mouvement social des ruptures et des continuités.

Bien entendu, les femmes les plus précaires doivent rester au cœur de nos actions et de nos préoccupations, elles restent notre public principal. Mais la crise nous a fait réinterroger les catégories, les concepts un peu flous, pour inclure le plus de femmes possible.

Ce que nous montre l'enquête, c'est l'importance d'être à l'écoute des besoins des femmes, et pour reprendre les mots d'une participante : « il faut étiqueter les besoins plutôt que les femmes ». Et comme le disait une autre bénévole : « On n'a pas demandé les fiches de paie pour aider, ce n'est pas à nous de contrôler cela, c'est déjà suffisamment difficile de demander de l'aide, si une femme a besoin, si elle nous dit qu'elle a besoin, elle n'a rien à nous prouver ».

La (les) participation(s) des femmes

Il nous a fallu analyser, comprendre, comment ce contexte contraignant avait redessiné, et continuait à redessiner, les contours de la participation des femmes. Mais encore plus que cela, nous nous sommes demandé ce que signifiait donc « participer ». Qui pouvait le faire ? De quelle manière ? Y'a-t-il des bonnes et de moins bonnes participantes ? Nous nous sommes demandé si participer virtuellement c'était vraiment participer ? Et évidemment, comment créer les conditions de participations pour celles qui ne sont pas équipées à le faire. Les enjeux de fracture numérique ont, par exemple, été fort creusés à Bruxelles. Ce que l'enquête nous apprend, c'est qu'il existe bien des façons de participer à Vie Féminine. Cette crise nous a obligé à revoir, à restreindre parfois, les exigences qu'on a habituellement pour une « vraie » participation et qui nous font souvent perdre celles qui en ont le plus besoin, celles qui restent dans l'ombre, celles qui n'osent pas prendre la parole. Depuis, nous savons que pousser la porte de VF, c'est déjà participer. Chacune doit pouvoir trouver sa place, en temps de crise, mais pas seulement.

Cette crise est aussi venue nous dire quelque chose de l'intimité et de ce que signifie faire groupe, ce qu'on doit mettre en place pour déposer librement et avancer ensemble. Ce n'est pas un hasard que la participation a été la plus difficile dans les activités concernant les violences faites aux femmes ou sur le corps. Une participante nous le disait en focus group : « Tout d'un coup, on est rentrées dans la vie des gens, on voyait chez eux, parfois on était surprises, on voyait leur vie ». Une femme nous disait lors d'un focus group « Être en visio, ça me dérange. On voit chez moi, on me voit, moi ».

Participer en virtuel à une réunion d'équipe, à un atelier, à une formation, c'est parfois participer avec un mari ou des enfants dans la même pièce. C'est ne plus

avoir l'espace pour dire ce que l'on voudrait partager avec le groupe, c'est se sentir gênée parce que des personnes extérieures au groupe peuvent nous entendre. Ça s'est produit par exemple dans un groupe de discussion sur les violences où une femme confiait son histoire jusqu'à ce qu'elle entende en bruit de fond derrière une autre participante, son mari qui soufflait et disait « pff n'importe quoi celle-là ». Ce sont donc aussi des conditions de participation qui peuvent impacter l'intimité du groupe, et par conséquent, notre façon de nous y investir.

Des modes de communication variés

On l'a vu, le confinement nous a amenés à réfléchir à inclure différents publics, à maintenir le contact malgré la distance. Des applications telles que Messenger et WhatsApp ont été utilisées comme canaux de communication pour discuter, mais aussi pour diffuser des contenus produits dans le Mouvement.

Une participante au focus group dédié à la participation témoignait : « garder un lien, en cercle, par téléphone, peu importe, ça nous gardait au chaud, et c'était bon d'avoir des nouvelles de tout le monde. Ce sont des liens bien tissés ». Les relais des actions menées au sein de Vie Féminine par la presse ont également touché certains publics, comme les équipes ont pu le remarquer à Charleroi par exemple, avec des articles dans le journal régional « En Marche ».

À Namur, l'équipe a également répertorié diverses modalités utilisées pour de faire du lien.

Cela a pu passer par des contacts téléphoniques établis régulièrement entre les animatrices et les femmes du réseau, une communication régulière par email, des groupes de conversations qui se sont créés sur différents réseaux sociaux, des communications en visioconférence par Zoom, etc.

Les consultations réalisées pour le congrès identitaire de 2023 sont venues reconfirmer la multiplicité des manières de participer à VF. On retrouve très régulièrement l'idée qu'il y ait autant de manières de participer à VF que de femmes, avec des niveaux d'implications variés. Un groupe de Charleroi nous explique « Il y a différents degrés d'implication : il y a des femmes qui viendront sporadiquement et d'autres plus régulièrement. Mais elles sont toutes aussi importantes les unes que les autres ».

Participer à Vie Féminine, ça peut donc être, parmi d'autres choses : « être présente, « être là » pour les femmes consultées dans la région du Luxembourg,

« partager, apporter nos opinions, nos expériences » pour celles consultées à Leuze, « véhiculer des idées féministes » pour les femmes de Jette/Bruxelles) ou encore « boire un café » pour celles de La Louvière.

La participation est donc libre : chacune s'investit dans le mouvement comme elle le peut, comme elle le veut, sans obligations, et parfois différemment au cours de sa vie.

Comment « faire mouvement »

Dans le quatrième champ que nous avons exploré, nous avons cherché à comprendre ce que cette crise est venue nous dire ou nous apprendre du mouvement, du faire mouvement.

En termes de relations sociales d'abord : Comment le mouvement est-il apparu pendant cette crise auprès des femmes, mais aussi des institutions et des partenaires ? Ce qui faisait les spécificités d'un mouvement comme le nôtre dans la reconfiguration du champ politique, des mouvements sociaux, et en particulier des mouvements féministes. Nous avons cherché à comprendre qu'elle était notre force de frappe lorsqu'on n'a pas l'agilité, ni les mêmes missions, ni la spontanéité ou la réactivité qu'un collectif de colleuses contre les féminicides par exemple : Comment s'articuler mieux à d'autres ? Comment amplifier la voix de chacune pour être encore plus puissantes collectivement ? Mais aussi en interne : Nous nous sommes demandé ce que signifiait exactement ce mystérieux faire mouvement dont on parle si fréquemment ? Ce qui ressort de l'enquête, et qui a fait l'unanimité, c'est d'abord que pour faire mouvement, on n'est pas obligées d'être d'accord sur tout ! L'adhésion au socle n'est pas une condition pour rentrer dans le groupe, mais elle le devient pour y rester.

Lorsqu'on a posé la question lors des consultations pour le congrès identitaire, ça s'est à nouveau confirmé. En effet, pour une grande partie des répondantes, on ne doit pas être d'accord sur tout, simplement parce que ce n'est pas possible. Cependant, il y a une nuance entre avoir un désaccord personnel et/ou dans un groupe et avoir un désaccord face à une position de mouvement. De plus, malgré le fait que des désaccords soient possibles, il y a tout de même des éléments « fondamentaux » à respecter que des femmes mettent en avant : respect de chacune, non-jugement, tolérance, non-violence, etc. Dans tous les cas, une grande place est laissée au « cheminement » de chacune sur ses opinions, ce qui est l'attribut de l'EP.

Dans ce cas aussi, il nous a fallu dépasser le simple déclaratif : il y a ce qu'on dit et il y a ce qu'on met en place concrètement pour que le plus grand nombre de femmes puissent trouver leur place dans le mouvement. Ce qui est ressorti de l'enquête c'est que face à une crise aussi dramatique, les femmes de notre réseau se sont senties reliées les unes aux autres. Que faire mouvement, on essaie toujours de le définir, mais que faire mouvement, en fait, ça s'éprouve. Il y a bien sûr des conditions qui sont facilitatrices. D'abord faire mouvement, c'est se reconnaître dans une filiation, dans une histoire, dans des valeurs. Faire mouvement, c'est une fidélité à l'essentiel tout en acceptant d'avoir des désaccords. Ce que nous ont aussi dit les femmes, c'est que faire mouvement, ça permet de se sentir appartenir à une entité, à quelque chose de plus grand que soi, c'est faire front. C'est nous renforcer, nous sentir plus fortes ensemble. Une bénévole l'exprimait ainsi « Vie Féminine, ça m'a appris la différence entre la solitude et l'isolement. Je ne me sens plus isolée même si je me retrouve seule en rentrant chez moi ».

Lorsque nous avons consulté les femmes pour le congrès, nous leur avons demandé si elles se sentaient faire partie du mouvement : c'est un oui massif qui a été renvoyé. Ce sentiment d'appartenance passe par beaucoup d'éléments au rang desquels se détache la non-mixité. Ce n'est pas tout, cela passe aussi par : des valeurs communes : « parce que ça rencontre mes idéaux » (femme consultée à Wavre) ; un sentiment de bien-être et de sécurité « je m'y sens bien, je m'y sens protégée » (femme consultée à Huy Waremmes) ; des avis pris en compte « je me sens validée dans mes idées et autorisée à l'être » (femme consultée à Verviers) ; des liens, des amitiés « je me sens appartenir à VF par l'amitié, la convivialité » (femme consultée à Fleurus) ; etc.

Quel est notre projet de société ?

Le dernier enjeu analysé dans cette enquête est celui du projet de société.

Comme on l'a vu, cette crise a été épuisante pour les femmes. Elle a agi comme un miroir grossissant de réalités que les femmes ne connaissent que déjà trop bien. Elle est venue nous rappeler les inégalités, les violences, la précarité, la charge mentale, la répartition des rôles et des richesses. Elle est venue nous rappeler les nombreux combats qu'il nous reste à mener.

Nous émergeons de ces deux années avec une réaffirmation plus puissante que jamais de notre désir pour une société plus juste et égalitaire, une société où les femmes ne sont pas les éternelles oubliées ou systématiquement confinées à des rôles secondaires. Ce que nous retenons de cette période, c'est la reconnaissance

des femmes en tant qu'expertes. Cette crise a contribué à affiner encore davantage leur acuité politique, mettant en évidence leur capacité à dresser les constats, mais aussi à apporter des solutions.

Elles ont clairement constaté qu'elles avaient été en première ligne tout en maintenant une position moins influente au sein de cette société. Elles ont constaté que ce sont elles qui ont tenu les caisses des Delhaize, qui ont pris en charge le nettoyage des bâtiments désertés, qui ont gardé les enfants, qui ont parfois dû endosser le rôle d'institutrice. Elles ont bien constaté qu'elles ont dû coudre des masques pour leur famille, leurs voisins et parfois même pour les communes, sans aucune rémunération. Elles se sont bien aperçues que leur travail dédié au soin était invisibilisé, et qu'elles ne recevaient aucune compensation en échange de leur dévouement envers une société qui pourtant ne fonctionnerait pas sans elles.

Après plusieurs années, elles voient bien que les applaudissements aux fenêtres à 20 h n'ont pas incité le gouvernement à réviser sa politique d'emploi ni sa politique néo-libérale de destruction des services publics. Car comme le disait une des femmes participantes à l'enquête : « Le capitalisme se nourrit de ça, de nous gratifier pour qu'on soit encore plus bénévoles... Mais la gratification, ça ne met rien dans ton assiette ».

Elles se sont pourtant mobilisées à plusieurs niveaux pour interpeller les politiques et traduire leur vision d'une société plus juste. Ce sont des lettres ouvertes pour les ministres et secrétaires d'Etat afin de prévenir la précarité numérique que subissent les femmes en cette période de confinement ; pour réquisitionner des hôtels pour les personnes SDF ; pour mettre sur pied une conférence interministérielle des droits des femmes et la mise en place de mesures urgentes pour garantir les droits des femmes. Un courrier a aussi été envoyé au président du CPAS pour qu'il apporte son soutien aux personnes sans papiers et précarisées. Des contacts ont été échangés avec l'échevine des affaires sociales de Charleroi pour s'assurer du suivi des femmes en situation de violences conjugales. Ce sont des lettres envoyées dans les 38 communes namuroises pour permettre aux femmes victimes d'être écoutées et qu'elles reçoivent l'aide nécessaire pour être protégées, etc. Comme l'explique Aurore Kesch, présidente de Vie Féminine « Il ne se passait pas une semaine sans que VF n'écrive une carte blanche ou ne publie une opinion ».

À Vie Féminine, nous sommes féministes, anticapitalistes et antiracistes. Cela signifie que notre projet de société juste, solidaire et égalitaire doit, constamment, être irrigué par cette triple grille de lecture.

Lors des focus groups, et parce qu'on ne leur demande pas souvent leur avis dans cette société, il a été difficile de dépasser les constats et de parvenir aux projections. Une participante au focus group dédié au projet de société l'expliquait parfaitement : « se mettre d'accord, ce n'est pas naturel du tout ! C'est un vrai boulot ».

L'ÉDUCATION PERMANENTE : UN ESSENTIEL À PROTÉGER (ET À FINANCER) POUR UNE SOCIÉTÉ VÉRITABLEMENT PLUS JUSTE, ÉGALITAIRE ET SOLIDAIRE

« Le confinement a permis de prendre du recul et prendre de la hauteur ». C'est ce que nous lisons dans un rapport d'évaluation réalisé par l'équipe de Vie Féminine à Charleroi. Prendre cette hauteur nécessaire à l'observation nous permet aujourd'hui de préciser nos pratiques, de retirer les enseignements que le confinement a mis en avant.

Le confinement nous l'a encore prouvé, l'éducation permanente féministe était essentielle pendant la crise du Covid, l'est aujourd'hui et elle le sera aussi demain. Elle le sera en tant que projet politique, mais aussi pour affronter et se préparer à d'autres crises (déjà en cours par ailleurs). C'est d'autant plus important pour les femmes les plus vulnérabilisées ou précarisées. Une participante au focus group le résumait parfaitement : « Est-ce que l'éducation permanente est un secteur essentiel ? Ça dépend pour qui... pour les personnes privilégiées, avec un grand réseau, qui se déplacent facilement, qui ne connaissent pas la violence, peut-être pas... pour toutes les autres, ça l'est. Mais en fait, non, l'éducation permanente est essentielle pour tout le monde, dans l'épanouissement de la vie des femmes ».

Ce que nous avons appris, c'est que l'urgence est parfois aussi une étape de l'éducation permanente, au même titre qu'un café-tarte ou qu'un atelier tricot et qu'il faut donc arrêter d'opposer travail d'EP et travail d'urgence, on a vu qu'on savait les intégrer l'un à l'autre. Une animatrice témoignait lors d'un focus group : « L'urgence, c'est une étape de l'EPF, on est là où les femmes sont, là où les plus précarisées sont ».

Nous avons constaté que l'EPF nous permet de répondre aux besoins des femmes quand l'Etat ne le fait pas. Que ce soit le besoin de manger, d'avoir un minimum de contacts sociaux pour préserver sa santé mentale, etc. Grâce à nos dispositifs d'action, nos ancrages locaux, et le travail mené depuis longtemps sur le terrain, nous avons pu pallier les manques de l'Etat. Une animatrice explique :

« Etant déjà actives auprès de tout un réseau de femmes, très vite, nous avons été alertées par les personnes ou les bénévoles sur des situations critiques ». Même son de cloche dans le Brabant Wallon et au Centre Hainaut : « on a fait ça, mais

dans un réseau, ancré localement. On repense toujours notre travail d'urgence dans un cadre plus large d'éducation permanente ».

Toutes les salariées et les bénévoles qui ont participé à cette enquête ont insisté sur l'importance du travail de terrain réalisé en amont, qui a été renforcé pendant la période du confinement.

Ce que nous avons fait, en tant que Mouvement, pendant le confinement, ce que nous avons pu continuer à faire, ce que nous avons su mettre en place, la façon dont nous avons pu nous adapter, rien de cela n'aurait été possible si nous n'étions pas profondément ancrées et reconnues sur le terrain. Cela a permis de réagir de manière adéquate lors de situations d'urgence. L'EPF est donc bel et bien une porte d'entrée au travail d'urgence et non l'inverse. Autrement dit : le travail de « fond » permet un travail d'urgence. Un travail d'urgence ne permet pas un travail « de fond ».

Cela nous amène également à distinguer les interventions qui relèvent du registre de l'urgence (censées être plus ponctuelles) de celles qui découlent du travail de fond. Le travail d'urgence entrepris par Vie Féminine pendant le confinement soulève la problématique de la position du secteur non marchand et de sa fonction. Servons-nous (uniquement) à pallier les dysfonctionnements des pouvoirs publics ? Faisons-nous à la place de l'Etat ? C'est une discussion de longue date du secteur, il n'empêche, et plusieurs animatrices de la région Picarde et du Centre Hainaut sont venues nous le rappeler : « si nous ne l'avions pas fait, certaines femmes de nos publics seraient mortes de faim ou de froid ». Une animatrice de la région de Liège va dans le même sens : « Sur le terrain, il y a des femmes qui ont eu besoin de Vie Féminine pour manger, pour se soigner, pour se sauver des violences... il n'y avait personne à part nous, les associations de terrain ». Lors d'un entretien dans le Centre Hainaut, nous apprendrons même que la police, ne sachant pas comment répondre dans l'urgence, et en plein confinement strict, à une femme victime de violence, menacée de mort, l'a renvoyée vers la section locale de Vie Féminine. Une femme de la région de Bruxelles nous le rappelait : « on est des roues de secours [...] on demande aux gens d'être solidaires, mais seulement quand ça sert à l'Etat ».

L'éducation permanente doit être reconnue comme secteur essentiel. Alors qu'auparavant, cette affirmation relevait du déclaratif, prononcée par automatisme, du fait de notre connaissance intrinsèque et de notre engagement dans ce domaine, l'a crise l'a démontré à l'ensemble de la société.

Redessiner les contours et enrichir nos pratiques d'éducation permanente féministe

Comme nous avons pu le voir précédemment, faire de l'EPF en situation de crise, mais aussi, à distance nous a obligé à revoir nos pratiques, à les évaluer et les adapter au contexte et à ses limites. Il a parfois fallu revoir certaines manières de « faire mouvement » ou de « faire groupe ».

Certains de ces aménagements nous ont appris de nouvelles manières de faire de l'EPF. Cela nous a aussi permis, comme rappelé régulièrement dans cette enquête, de considérer l'EPF comme un objet politique en soi, comme une manière d'agir à généraliser.

Parmi ces nouvelles manières de faire, certaines nous ont été bénéfiques et le sont encore aujourd'hui lorsque les contacts ou regroupements ne sont plus limités.

Une pratique à pérenniser est le « passage à l'action ». Dans une évaluation, des travailleuses expliquent que pendant le confinement, elles ne se sont pas « posé mille questions » pour prendre part au « déconfinement des droits des sans-papiers ». « On y est allé, on l'a fait en un temps record et c'était génial pour nous et pour les femmes de Fédasil et les bénévoles qui les ont soutenues », nous dit l'équipe de Charleroi. Au Centre Hainaut, la responsable régionale nous dit « on ne s'est pas posé la question, on s'est retroussé les manches et on y est allée, tout le monde faisait tout, tout le monde était sur le terrain ». Nous avons observé des solidarités très spontanées et peut-être plus fortes que d'habitude. Nous avons également constaté une réactivité quant à l'actualité politique. Comme nous l'avons mentionné précédemment, les femmes du Mouvement se sont beaucoup mobilisées pour contacter les ministres, les secrétaires d'Etat, les président·e·s de CPAS ou autres responsables politiques. Et ce, dans un temps très réduit, dans et avec « l'urgence ».

Ce sont aussi des conditions élargies de participation qui ont été créées. Il s'agissait de se soucier de la participation des plus démunies, de celles qui subissent de plein fouet la fracture numérique ou encore des femmes victimes de violences conjugales. Une animatrice donnera par exemple l'accès à l'espace EPN pour qu'une femme victime de violence conjugale puisse participer à un événement en ligne sans être cloisonnée chez elle avec son mari. Plus largement, c'est considérer qu'il existe de multiples manières de participer, et que toutes ces manières sont valables et importantes. Que ce soit être présente, répondre à un appel, boire un café ou préparer des pancartes pour une manifestation.

Certaines pratiques professionnelles ont été adoptées, telles que le télétravail. De plus, « les échanges via Discord, mail, téléphone, ont permis aux équipes de renforcer et d'échanger de bonnes pratiques, également avec des collègues d'autres régions ou du Secrétariat national. On note aussi, durant cette période, une richesse de partage, de créativité et d'échanges de pratiques entre régions. Cela a également permis d'avoir une meilleure connaissance de ce qui se passe au sein du mouvement dans sa globalité. Des travailleuses parlent d'un « temps qui a permis une dynamique interrégion et de faire mouvement autour du confinement et la mise en route de nouveaux projets. Un temps d'arrêt où les femmes ont pu s'organiser pour créer des liens de solidarité » (rapport évaluation, équipe de Charleroi). Vie Féminine a « fait réseau ».

Certaines réunions à distance ont permis d'aller à l'essentiel et d'aboutir peut-être plus rapidement qu'à l'accoutumée. Pendant la pandémie, pendant ce confinement, des projets très diversifiés ont rapidement vu le jour. Certains de ces projets sont nés virtuellement pour être poursuivis et concrétisés en « réel ».

Cette période de pandémie nous a bien évidemment mis face à des difficultés dans le travail de proximité dont on peut également tirer des enseignements. Les équipes relèvent de nombreux constats. Les bénévoles ont, elles, particulièrement insisté sur l'importance de reconnaître le poids du bénévolat dans le travail social.

Bénévoles, salariées, animatrices de groupe, responsables ou adjointes, personnel administratif, en région ou au secrétariat national : nous ne sommes pas assistantes sociales, psychologues, etc., il nous faut donc les ressources et des informations nécessaires, mises à jour et disponibles, pour rediriger les femmes vers les services adaptés.

La période nous a également rappelé à quel point il était important d'être outillées correctement pour accueillir certains publics spécifiques, comme les femmes qui ont des troubles mentaux. Et donc, que nous ne sommes peut-être pas capables d'accueillir vraiment correctement toutes les femmes.

La charge psychoaffective inhérente au métier d'animatrice, en « première ligne » sur le terrain, est un sujet qui nous occupe et que nous travaillons constamment à Vie Féminine. Cette période est venue nous redire l'importance d'y accorder toute notre attention.

Durant cette pandémie, en particulier pendant le confinement, mais aussi avec le développement du télétravail structurel, les frontières entre vie privée et vie professionnelle ont parfois été mises à mal. Nous devons garder à l'esprit cette

distinction et redire, le réel « droit à la déconnexion ». La difficulté à ne plus faire intervenir sa vie professionnelle quand on est en dehors de ses heures de travail était déjà présente avant le confinement. Elle s'est accentuée pendant la pandémie, face à l'urgence et la précarité extrême dans lesquelles se sont retrouvées de nombreuses femmes de nos publics. En effet, les animatrices ont largement évoqué les difficultés à être « trop contactées » avec une intensification des relations interindividuelles pendant la pandémie. Elles sont souvent, en effet, la « porte d'entrée » (si ce n'est l'unique porte) de Vie Féminine pour de nombreuses femmes de leur antenne ou maison. Lors du premier confinement, une animatrice nous confiait : « les appels téléphoniques se rallongent et il est difficile de gérer la situation quand il s'agit d'une situation qui est plutôt d'ordre psychologique, d'une situation de violences conjugales, d'une demande d'aide sociale ».

À Namur également, on précise que les contacts téléphoniques peuvent être très ou trop longs (une heure, une heure trente). À Liège, les responsables rappellent aux animatrices « obligez-vous à couper vos GSM, votre FB, votre santé mentale en dépend ».

Cette intensification des relations interindividuelles circonstanciées nous a également rappelé l'importance de maintenir le collectif, les échanges avec ses collègues ou responsables, les discussions avec les autres femmes, pour ne pas « tomber dans l'accompagnement uniquement individuel » (Evaluation de l'équipe à Charleroi). Malgré de nombreux problèmes amenés individuellement par les femmes, il s'agit de créer une conscientisation collective et d'en faire des pratiques émancipatrices, car notre boussole reste la même : l'éducation permanente féministe est au service de toutes.

Le confinement nous a aussi fait prendre conscience de la nécessité de créer des outils pour décrypter l'actualité et les fonctionnements de notre société avec les femmes, pour vulgariser les analyses politiques dans un format accessible. C'est un travail débuté depuis plusieurs années déjà, et encouragé par le décret d'Éducation permanente, pour penser différents formats et « sortir du tout à l'écrit ». C'est d'autant plus primordial pour un public comme le nôtre, où de nombreuses femmes sont parfois peu ou pas outillées ou même non francophones, selon la région.

Finalement, cette enquête sur un mouvement d'éducation permanente féministe en temps de crise, offre l'opportunité d'explorer comment le mouvement féministe réaffirme et renforce son engagement politique. Mais aussi comment,

tout en faisant de l'éducation permanente, nous faisons preuve de résilience et d'innovations. Comme nous l'expliquaient des salariées : « Nous avons fait de la contrainte une opportunité pour faire autrement ». Nos pratiques contribuent à la promotion de l'égalité, à l'émancipation individuelle et collective et donc, à la transformation sociale dans des moments de perturbation majeure.

Depuis les derniers confinements dus à la pandémie sanitaire de Covid-19, plusieurs mois sont passés. Assez pour prendre le recul nécessaire et réfléchir à nos pratiques, à nos manières de faire de l'Education permanente Féministe (EPF), en temps de crise dans un premier temps. Cette crise a été éprouvante pour tout le monde, mais de façon prévisible, ce sont les groupes les plus marginalisés et discriminés, et notamment les femmes, qui ont été le plus sollicitées, qui se sont trouvées en premières lignes pour prendre soin. Les femmes ont été les plus sollicitées, mais pas pour autant les plus valorisées ou rétribuées. Beaucoup ont été abandonnées par l'Etat dans leur précarité.

Cette enquête est née pendant la crise, en plein confinement, dans l'urgence de comprendre ce qu'il se passait, pour plus tard, à tête reposée, analyser plus finement ce qui s'est déroulé.

Nous sommes officiellement « sorties » de crise, mais est-ce réellement le cas ? Nous ne sommes certes plus confinées ni empêchées d'avoir des liens physiques, mais nous savons les dégâts sur les femmes, nous constatons toujours la précarité qui s'est installée, les crises qui se sont succédées et qui ont, encore, appauvri les femmes.

Cette précarité met parfois à mal les solidarités, elle vient aussi retravailler nos capacités à faire lien, à se préoccuper du sort collectif.

De cette période, historique, nous avons tiré de nombreux apprentissages, nous avons évalué ces pratiques, nées dans l'urgence, mais inscrites dans notre « ADN », pour pouvoir les réactiver si une nouvelle crise venait à nous surprendre, mais aussi dans les périodes moins précipitées où les contacts humains physiques sont moins empêchés.

Car ce que cette enquête est venue nous dire de qui nous étions, dit encore beaucoup de qui nous sommes, et de qui nous voulons être : toujours plus inclusives.

Comme nous l'avons mentionné précédemment, les apprentissages de cette période ont même posé des jalons, des fondements essentiels, autant de préalables, à la construction, elle aussi collective, de notre congrès identitaire de 2023. Son nom même « Ensemble. Debout. Partout. Jusqu'au bout » (Congrès

2023) est d'ailleurs un hommage à cette période que nous avons traversée, non sans encombre, mais toutes ensemble et à la fierté que nous ressentons d'avoir « fait mouvement ».

Dans un contexte de crise économique mondiale accentuée par celle du Coronavirus, mais aussi climatique, énergétique, dans un contexte d'instabilité politique et démocratique que connaît le monde entier, nous devons conserver, plus que jamais, cette « spécificité belge » de financement de l'éducation permanente, car son avenir est plus que jamais d'actualité. Il est bien entendu difficile de prévoir le futur, mais tous les scénarios sont à imaginer y compris celui d'une coupe dans le budget alloué au secteur dans une perspective de restrictions budgétaires des pouvoirs publics, mais aussi celui de la montée au pouvoir d'un gouvernement ultralibéral et/ou d'extrême droite. Plus que jamais, il nous faut rester vigilantes.

ANNEXE

Enquête VF

DOCUMENT 2

2020

DOC 2 / FICHE RÉFLÉXIVE

<p>Nom région / antenne:</p> <p>Personne « référente » / liée à cet acte et qui remplit cette fiche</p> <p>Coordonnées tel de la personne:</p>	
<p>Type d'actes * et bref descriptif</p> <p>* Voir liste DOC 1</p>	
<p>Date de l'acte / récurrence</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Date unique; • Plusieurs dates; • Acte qui a duré tout le long du confinement / qui continue
<p>S'agit-il d'un acte habituel / pour répondre à une urgence / situation précise?</p>	
<p>Avez-vous rencontré des difficultés à mettre en place cet acte? (Si oui, lesquelles? Et le cas échéant, comment les avez-vous traversées?)</p>	
<p>Une idée du nombre total de personnes participantes / et ou bénéficiant de cet acte?</p>	

Enquête VF

DOCUMENT 2

2020

<p>S'agit-il de votre public habituel?</p> <p>Si ce n'est pas le cas, comment ce nouveau public a-t'il pu être « touché » par cet acte?</p> <p>Savez-vous comment elles ont entendu parler de VF / votre activité?</p>	
<p>Toutes les personnes participantes à votre acte parlaient-elles le français?</p> <p>Si non, qu'avez-vous pu - ou non - mettre en place pour une possible communication?</p>	
<p>Est-ce un acte mené seul (VF) ou en partenariat (si oui, nom de l'institution / groupe / partenaire) ?</p>	
<p>Avez-vous l'habitude de travailler en partenariat avec cette institution / ce groupe / ce(s) partenaire(s)?</p>	
<p>Pour cet acte, avez-vous collaboré avec d'autres régions / antennes / services / secr. national de VF?</p>	

Enquête VF

DOCUMENT 2

2020

<p>Avez-vous rencontré, en tant que coordinatrice de l'acte (que vous soyez bénévole, animatrice, coordinatrice etc.) des difficultés particulières, que ce soit lien avec les vécus, les absences, les institutions, avec les outils existants ou non, etc.?</p>	
<p>Une réflexion sur la solidarité, issue de cette expérience, en particulier?</p>	
<p>Si vous deviez pointer un apprentissage - ou une confirmation - que cet acte a permis, lequel serait-ce?</p>	
<p>Si vous deviez vous retrouver à nouveau dans ce genre de situation (ex: nouvelle période de confinement / crise), feriez-vous le même acte?</p>	
<p>Plus globalement, concernant l'avenir, quel(s) défi(s), relevez-vous dans ces expériences pour notre Mouvement?</p>	

Vos commentaires / questions / remarques libres:

Merci!

3 sur 3

BUREAU D'ETUDE

BIBLIOGRAPHIE

- BRUXELLES PRÉVENTION & SÉCURITE (BPS) (2021), *Observatoire Etat des lieux des violences intrafamiliales en Région bruxelloise durant la pandémie de Covid-19*. Consultable en ligne : <https://safe.brussels/site/default/files/2021-03/Focus%202%20VIF%Final.pdf>
- BRUXELLES PRÉVENTION & SÉCURITE (BPS), (2020). « *Les violences intrafamiliales en Région de Bruxelles-Capitale en période de confinement* », Focus de l'Observatoire — n° 1, Bruxelles. Consultable sur le site web de BPS : <https://bpsbpv.brussels/fr/nouvelle-publication-les-violences-intrafamiliales-en-region-de-bruxelles-capitale-en-periode-de>
- CARHOP (2022), *Le Non-Marchand à l'épreuve de la pandémie du Covid — Faire la lumière sur les travailleurs et les travailleuses oubliés*.
- CAVAZZINI Andrea, (2020). *Enquête ouvrière et théorie critique*, Liège, Presse Universitaire de Liège.
- ENGELS, Friedrich. (2021). *La Situation des classes laborieuses en Angleterre (en 1844)*, Paris, Editions Sociales.
- FEDERAL PUBLIC SERVICE. Pauvreté et groupes vulnérables pendant la crise du coronavirus. <https://socialsecurity.belgium.be/sites/default/files/content/docs/fr/publications/rbss/2020/rbss-2020-1-pauvrete-et-groupes-vulnerables-pendant-la-crise-du-coronavirus.pdf>
- KAPLAN, Temma, (1990). « *Community and resistance in women's political cultures* », *Dialectical Anthropology* 15, p.259-267.
- LA LIBRE, *Après un an de confinement, "les victimes de violences conjugales ne voient plus du tout d'issue"*, Article, 24 février 2021 <https://www.lalibre.be/belgique/societe/2021/02/24/apres-un-an-de-confinement-les-victimes-de-violences-conjugales-ne-voient-plus-du-tout-dissue-UYZEHLHI6FEOBAVYW4UB6MDAMM/>

- ONU FEMMES, *Déclaration interinstitutions sur la violence à l'égard des femmes et des jeunes filles dans le contexte du COVID-19*, 24 juin 2020, <https://www.unwomen.org/fr/news/stories/2020/6/statement-inter-agency-statement-on-violence-against-women-and-girls--in-the-context-of-covid-19>

- PANET, Sabine, (2020). *Confection de masques : Soizic Dubot, de Vie Féminine, dénonce une « machine qui s'emballe » sur le dos des femmes*, axelle magazine. Consultable en ligne : <https://www.axellemag.be/masques-coronavirus-soizic-dubot-vie-feminine/>

- PLATEAU, Nadine, (2021). *L'agir féministe au temps du Covid*. Dans Culture et Démocratie. Consultable en ligne : <https://www.cultureetdemocratie.be/articles/lagir-feministe-au-temps-du-covid/>

- RTBF.BE, *Coronavirus : ouverture à Bruxelles d'un hôtel pour les femmes victimes de violences familiales ou conjugales*. Article RTBF.be. 6 avril 2020. <https://www.rtf.be/article/coronavirus-ouverture-a-bruxelles-d-un-hotel-pour-les-femmes-victimes-de-violences-familiales-ou-conjugales-10476521>

- RTBF.BE - Bas-les-masques : des couturières qui se sentent "exploitées" au nom de la solidarité, Article RTBF.be, 4 mai 2020 - <https://www.rtf.be/article/bas-les-masques-des-couturieres-qui-se-sentent-exploitees-au-nom-de-la-solidarite-10495292>

- RUGIRA, Cécile (2020). *Vie féminine organise des solidarités face à l'accentuation de la pauvreté*. Consultable en ligne : <https://viefeminine.be/solidarites-en-confinement-vie>

- VIE FÉMININE (2012). « *Éducation permanente Féministe ! Une méthode globale !* », Outil pédagogique.

- VIE FÉMININE, « *Education Permanente Féministe – Une méthode au service d'un projet !* », Dossier pédagogique, 2012.

- VIE FÉMININE (2021). *Être mère durant la pandémie*, Etude.

- VIE FÉMININE, (2020). *Masquées, mais fières et pas muselées*, Analyse de Soizic Dubot.
- VIE FÉMININE - Femmes et institutions, changeons les règles du jeu. Comprendre pour mieux agir. 2023.- https://www.viefeminine.be/IMG/pdf/etude_femmes_institutions.pdf
- WERNAERS, Camille (2020), *Violences masculines en période de confinement : « Personne ne viendra m'aider »* — axelle magazine. Consultable en ligne : <https://www.axellemag.be/violences-masculines-confinement/>

Analyse & rédaction

Bureau d'étude de Vie Féminine

Eléonore Merza Bronstein

Graphisme

Frédérique Malignon/Image de couverture : Joseph Pearson (Unsplash)

Éditrice Responsable

Hyacinthe Gigounon

Avec le soutien de



Contact

Bureau d'étude de Vie Féminine

coord-etude-doc@viefeminine.be

Vie Féminine

Mouvement féministe d'action interculturelle et sociale

Rue de la poste, 111, 1030, Bruxelles

secretariat-national@viefeminine.be

www.viefeminine.be / 02 227 13 00

No Dépôt légal : 2023/3812/1

Sous licence Creative Commons

